

**INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté préfectoral N° 4738/2026/41
Autorisant la Société Larronde SAS
à exploiter une carrière à ciel ouvert d'ophite, de calcaire et de schistes
aux lieux dits La Carrière, Ordozgoiti, Bixuxtea et Etxenikia
sur la commune de Souraïde**

**Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

- VU** le code de l'environnement et notamment les articles L. 110-1, L.163-1, L. 171-1 à L. 171-12, L.181-12, L. 411 - 1A, L. 411-1, L. 411-2 et L. 415-3 et R. 411-1 à R. 411-14, et son titre 1^{er} du livre V et les articles L. 214-1 et suivants ;
- VU** le code minier ;
- VU** le code du patrimoine ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de Monsieur Samuel GESRET, secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, sous-préfet de Pau ;
- VU** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Jean-Marie GIRIER, préfet des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** l'arrêté ministériel du 20 janvier 1982 fixant la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L 411-2 du Code de l'Environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 modifié fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- VU** l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 7 juillet 2017 portant dématérialisation de l'enquête annuelle sur l'activité des carrières ;

- VU** l'arrêté ministériel du 08 janvier 2021 fixant les listes des amphibiens et reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- VU** l'arrêté ministériel du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement
- VU** l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin en date du 10 mars 2022 approuvant le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Adour-Garonne ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 04/IC/455 du 25 octobre 2004 autorisant la société Larronde SAS, à exploiter une carrière à ciel ouvert d'ophite, de calcaire et de schistes sur le territoire de la commune de Souraïde au lieu dit La Carrière ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 08/IC/214 du 4 novembre 2008, prescrivant la mise en place de moyens de surveillance de la stabilité du massif rocheux ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 4738/2014/003 du 15 mai 2014 modifiant les conditions d'exploitation de la carrière à ciel ouvert d'ophite, de calcaire et de schistes de l'arrêté n° 04/IC/455 du 25 octobre 2004 exploitée par la société Larronde SAS sur le territoire de la commune de Souraïde au lieu dit La Carrière ;
- VU** l'arrêté préfectoral de prescriptions d'urgence n° 4738/2015/009 du 24 avril 2015 à l'encontre de la société Larronde SAS pour l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert d'ophite, de calcaire et de schistes sur le territoire de la commune de Souraïde ;
- VU** l'arrêté préfectoral modificatif de prescriptions d'urgence n° 4738/2016/021 du 8 novembre 2016 à l'encontre de la société Larronde SAS pour l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert d'ophite, de calcaire et de schistes sur le territoire de la commune de Souraïde ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°4738/2017/002 du 5 avril 2017, modifiant les conditions d'exploitation de la carrière à ciel ouvert d'ophite, de calcaire et de schistes de l'arrêté n° 04/IC/455 du 25 octobre 2004 exploitée par la société Larronde SAS sur le territoire de la commune de Souraïde au lieu dit La Carrière ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 4738/2024/009 du 17 avril 2024 portant prolongation de la durée d'autorisation et actualisation des prescriptions d'une carrière à ciel ouvert d'ophite, de calcaire et de schistes autorisée par l'arrêté n° 04/IC/455 du 25 octobre 2004 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 64-2026-02-23-00006 du 23 février 2026 donnant délégation de signature à M. Samuel GEREST, secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2025/BAE/014 en date du 31 juillet 2025 portant ouverture d'une enquête publique sur la demande d'autorisation environnementale déposée par la Société Larronde SAS, en vue du renouvellement de l'autorisation d'exploiter et d'«étendre une carrière à ciel ouvert d'ophite, de calcaire et de schistes sur la commune de Souraïde ;
- VU** le schéma régional des carrières de la Nouvelle-Aquitaine approuvé le 18 septembre 2025 ;
- VU** la demande présentée le 16 septembre 2024, complétée en dernier lieu le 7 avril 2025, par la société Larronde SAS, en vue d'obtenir une autorisation environnementale pour le renouvellement et l'extension de l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert d'ophite, de calcaire et de schiste sur le territoire de la commune de Souraïde ;
- VU** le dossier déposé à l'appui de sa demande ;
- VU** l'avis de l'autorité environnementale en date du 4 juin 2025 ;
- VU** l'avis du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN) délivré le 5 septembre 2025 ;
- VU** l'accomplissement des formalités de publication de l'enquête par affichage et voie de presse ;
- VU** le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;
- VU** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.512-19 à R.512-24 du code de l'environnement ;
- VU** le rapport et les propositions en date du 7 janvier 2026 de l'inspection des installations classées ;
- VU** l'avis en date du 17 février 2026 de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites dans sa formation « carrières » ;
- VU** le projet d'arrêté porté le 18 février 2026 à la connaissance du demandeur ;

VU le courrier électronique du pétitionnaire en date du 18 février 2026 ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation ne peut être accordée que si les mesures assurent la prévention des dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages ;

CONSIDÉRANT que la délivrance de dérogations aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1 est accordée, à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante, que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle et que le projet réponde à des raisons d'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou à d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique ;

CONSIDÉRANT que la carrière est exploitée depuis plus de 90 ans, que les matériaux exploités que sont l'ophite, le calcaire et le schiste sont qualifiés de peu communs, que l'ouverture d'une nouvelle carrière pour ces mêmes matériaux engendrerait inévitablement des impacts supérieurs sur l'environnement et qu'il n'existe donc pas de solution alternative plus satisfaisante ;

CONSIDÉRANT que le projet s'inscrit dans le cadre de raisons impératives d'intérêt public majeur, dans l'utilisation des blocs d'enrochement pour la protection du littoral basque ;

CONSIDÉRANT que la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations d'espèces visées par la demande dans leur aire de répartition naturelle, notamment du fait des mesures d'évitement, de réduction et de compensation à la destruction, l'altération ou à la dégradation des stations d'espèces végétale concernées, des aires de repos et des sites de reproduction des espèces animales concernées ainsi qu'à la destruction ou à la perturbation intentionnelle de spécimens de ces espèces, et que des suivis réguliers sur l'ensemble des groupes d'espèces pouvant fréquenter le site et les milieux proches sont nécessaires pour garantir l'effectivité de ces mesures d'évitement, de réduction et de compensation ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions imposées à l'exploitant portent, sans préjudice des dispositions de l'article L.122-1-1, sur les mesures et moyens à mettre en œuvre lors de la réalisation du projet, au cours de son exploitation, au moment de sa cessation et après celle-ci, notamment les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des effets négatifs notables sur l'environnement et la santé ;

CONSIDÉRANT que les mesures prescrites pour le suivi de la stabilité de la fouille d'extraction et des versants permettront de prévenir les risques et d'assurer la sécurité du public et des biens en périphérie du site ;

CONSIDÉRANT que les rejets d'eaux provenant de la carrière ne doivent pas dégrader la qualité des cours d'eaux du bassin versant ;

CONSIDÉRANT que le projet est compatible avec le schéma régional des carrières susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation prend en compte les capacités techniques et financières que le pétitionnaire entend mettre en œuvre, à même de lui permettre de conduire son projet dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et d'être en mesure de satisfaire aux obligations de l'article L.512-6-1 lors de la cessation d'activité ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de la délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société Larronde SAS dont le siège social est situé 219 chemin d'Ordozgoiti - 64250 Souraïde, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter une carrière à ciel ouvert d'ophite, de calcaire et de schistes sur le territoire de la commune de Souraïde aux lieux-dits La Carrière, Ordozgoiti, Bixuxtea et Etxenikia.

1.1.2 Réglementation générale

Les dispositions générales de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières modifié sont applicables sous réserve des dispositions particulières prévues par le présent arrêté.

1.1.3 Abrogation de prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 04/IC/455 du 25 octobre 2004 et des arrêtés complémentaires n° 08/IC/214 du 4 novembre 2008, n° 4738/2014/003 du 15 mai 2014, n° 4738/2015/009 du 24 avril 2015, n° 4738/2016/021 du 8 novembre 2016, n° 4738/2017/002 du 5 avril 2017 et n° 4738/2024/009 du 17 avril 2024 sont abrogées.

1.1.4 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement, incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

ARTICLE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

| Rubrique | Régime (*) | Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement | Nature de l'installation | Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales |
|----------|------------|---|---|--|
| 2510-1 | A | Exploitation de carrière | Superficie totale : 302 806 m ² | Production maximale commercialisée : 400 000 t/an |

(*) A : autorisation

1.2.2 Liste des installations, ouvrages et activités concernées par une rubrique de la nomenclature relative à la loi sur l'eau

| Rubrique Alinéa | Régime (*) | Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement | Nature de l'installation | Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales |
|-----------------|------------|---|--------------------------|--|
| 2.1.5.0 | A | Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous- | Bassin versant | Surface d'environ : 35,2 ha |

| | | | | |
|---------|---|---|--|----------------------------|
| | | sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet | | |
| 3.2.3.0 | A | Plans d'eau permanents ou non Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) | Plan d'eau créé à la fin de d'exploitation | Surface d'environ : 5,4 ha |

(*) A (autorisation)

1.2.3 Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur la commune, lieux-dits et parcelles suivants :

| Commune | Lieu-dit | Section | Numéro des parcelles | Superficie autorisée (m²) | Superficie autorisée à l'extraction (m²) |
|-------------------|--------------------------|---------|----------------------|---------------------------|--|
| SOURAÏDE | La Carrière | ZK | 2 | 29 670 | 210 |
| | Bixuxtea | | 12 pp | 8 070 | |
| | Bixuxtea | | 15 pp | 305 | |
| | La Carrière | | 20 pp | 9 833 | |
| | La Carrière | | 83 pp | 600 | 600 |
| | Etxenikia | | 85 | 2 900 | |
| | La Carrière | | 86 pp | 1 251 | |
| | Etxenikia | | 104 pp | 16 560 | |
| | Bixuxtea | | 106 | 16 712 | |
| | La Carrière | | 117 pp | 25 582 | |
| | Etxenikia | | 178 | 12 226 | 6 630 |
| | Aldapa | | 206 | 5 130 | 3 990 |
| | La Carrière | | 207 | 9 290 | 8 550 |
| | Bixuxtea | | 209 | 1 880 | 340 |
| | Bixuxtea | | 210 | 12 000 | |
| | Bixuxtea | | 211 pp | 3 200 | |
| | Bixuxtea | | 212 pp | 2 687 | |
| | Ordozgoiti | | 247 pp | 2 660 | 2 660 |
| | Ordozgoiti | | 248 | 691 | 691 |
| | Ordozgoiti | | 249 | 1 306 | 1 160 |
| | Ordozgoiti | | 250 | 1 420 | 1 340 |
| | Ordozgoiti | | 251 pp | 60 | |
| | Ordozgoiti | | 252 | 328 | 328 |
| | Ordozgoiti | | 253 | 81 | |
| | Ordozgoiti | | 254 pp | 11 200 | |
| | La Carrière - Ordozgoiti | | 255 | 95 131 | 85 275 |
| | Ordozgoiti | | 256 | 1 | 1 |
| | Ordozgoiti | | 257 | 6 517 | 6 517 |
| | Ordozgoiti | | 258 | 423 | 423 |
| | La Carrière | | 265 | 263 | |
| | La Carrière | | 266 | 115 | |
| | Etxenikia | | 268 | 8 430 | |
| | La Carrière | | 269 | 14 092 | 6 840 |
| | La Carrière | | 272 pp | 790 | |
| | La Carrière | | 273 | 1 402 | |
| Superficie totale | | | | 302 806 | 125 555 |

Le plan de situation et le plan parcellaire sont joints en annexes 1 et 2 du présent arrêté.

1.2.4 Autres limites de l'autorisation

1.2.4.1 Droit de propriété

La présente autorisation n'a d'effet que dans les limites du droit de propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire, sur les parcelles mentionnées à l'article 1.2.3 .

1.2.4.2 Éloignement des excavations

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette bande périphérique est élargie à 15 mètres en limite sud de l'exploitation.

Cette bande ne doit faire l'objet d'aucune exploitation.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Le sous-cavage est interdit.

ARTICLE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

1.3.1 Conformité

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

1.3.2 Récolement

L'exploitant doit procéder, dans un délai d'un an après la notification du présent arrêté, au récolement des prescriptions réglementant ses installations. Ce récolement doit conduire pour chaque prescription réglementaire, à vérifier sa compatibilité avec les caractéristiques constructives des installations et les procédures opérationnelles existantes.

Ce récolement, à la charge de l'exploitant et sous sa responsabilité, doit être accompagné le cas échéant d'un échéancier de résorption des écarts, et transmis à l'inspecteur des installations classées.

L'exploitant met ensuite en place une organisation appropriée permettant de s'assurer en permanence du respect des dispositions de l'arrêté d'autorisation.

ARTICLE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

1.4.1 Durée de l'autorisation

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 21 années à compter de la date de notification du présent arrêté.

Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

L'extraction de matériaux, autres que ceux destinés à la remise en état du site, doit être arrêtée 6 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation.

La remise en état du site affecté par l'exploitation du périmètre autorisé à l'article 1.2.3 doit être achevée 3 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation.

La notification concernant la fin d'exploitation doit être effectuée 6 mois au moins avant la fin de l'autorisation.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. La demande de prolongation ou de renouvellement est adressée au préfet deux ans au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.

1.4.2 Caducité

I. – L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

Ce délai est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

- d'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L.480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

II. – Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

ARTICLE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES

1.5.1 Montant des garanties financières

La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma de phasage des garanties financières, en présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le tableau ci-dessous fixe le montant des garanties financières pour chaque phase d'exploitation :

| Phase | Période considérée | Montant de référence de la garantie financière (en euros TTC) Pour l'établissement d'un acte de cautionnement, ce montant doit être actualisé suivant le dernier indice TP01 connu | Surface maximale à remettre en état durant la période considérée |
|--------------|---|---|---|
| 1 | de la date de notification du présent arrêté (n) à n + 5 ans après cette date | $C_r = 712\,927$ | S1 = 1,58 ha S2 = 11,11 ha S3 = 7,53 ha |
| 2 | de n + 5 ans après la date de notification du présent arrêté à n + 10 ans après cette date | $C_r = 712\,927$ | S1 = 1,58 ha S2 = 11,11 ha S3 = 7,53 ha |
| 3 | de n + 10 ans après la date de notification du présent arrêté à n + 15 ans après cette date | $C_r = 300\,753$ | S1 = 1,38 ha S2 = 4,07 ha S3 = 2,65 ha |
| 4 | de n + 15 ans après la date de notification du présent arrêté à n + 20 ans après cette date | $C_r = 137\,240$ | S1 = 1,01 ha S2 = 2,12 ha S3 = 0,34 ha |
| 5 | de n + 20 ans après la date de notification du présent arrêté à n + 21 ans après cette date (fin de l'autorisation) | $C_r = 95\,670$ | S1 = 0,27 ha S2 = 1,78 ha S3 = 0 ha |

Le montant des garanties financières inscrit dans le tableau ci-dessus correspond au montant de référence qu'il convient de réactualiser selon les prescriptions de l'article 1.5.4

L'indice TP 01 base 2010 utilisé pour le calcul des montants est : 130,70 (septembre 2025)

Le taux de TVA applicable pour le calcul des montants est : 0,20

1.5.2 Établissement des garanties financières

Le document attestant la constitution des garanties financières est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

1.5.3 Renouvellement des garanties financières

L'exploitant adresse au préfet, au moins six mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

1.5.4 Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières, par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté du 9 février 2004 susvisé, et atteste de cette actualisation auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;

- sur une période, au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Méthode d'actualisation :

$$C_n = C_r \times \frac{\text{Index}_n}{\text{Index}_r} \times \frac{(1 + \text{TVA}_n)}{(1 + \text{TVA}_r)}$$

C_r : le montant de référence des garanties financières.

C_n : le montant des garanties financières à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières.

Index_n : indice TP01 base 2010 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

Index_r : indice TP01 base 2010 de septembre 2025 (130,70)

TVA_n : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

TVA_r : taux de la TVA applicable en septembre 2025 (0,20).

L'actualisation des garanties financières doit être faite à l'initiative de l'exploitant sans que l'administration ait à le demander. Lorsque cette actualisation n'est pas prise en compte dans toute attestation de renouvellement de garanties financières qui se trouverait concernée, ou, est prise en compte de façon insuffisante, dans ce cas l'exploitant peut faire l'objet des sanctions administratives prévues à l'article 1.5.8 ci-dessous.

1.5.5 Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

En particulier, lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

1.5.6 Appel des garanties financières

Le préfet fait appel à l'organisme de caution solidaire ayant fourni l'attestation de garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté en matière de remise en état après que la mesure de consignation prévue à l'article L514-1 du code de l'environnement ait été rendue exécutoire ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

1.5.7 Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

1.5.8 Sanctions administratives et pénales

L'absence de garanties financières, par défaut de production par l'exploitant de l'attestation de garanties financières initiale ou de l'attestation de renouvellement visée à l'article 1.5.2 ci-dessus, entraîne la suspension de l'exploitation après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

Conformément à l'article L171-9 dudit code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relative à la remise en état constitue, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par l'article L514-11 du code de l'environnement.

ARTICLE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

1.6.1 Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

1.6.2 Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

1.6.3 Changement d'exploitant

La demande de changement d'exploitant est soumise à autorisation. Le nouvel exploitant adresse au préfet :

- une demande signée conjointement par le cédant et le nouvel exploitant ;
- les documents établissant ses capacités techniques et financières ;
- l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières ;
- l'attestation du nouvel exploitant du droit de propriété ou d'utilisation des terrains, y compris le maintien de façon permanente des accès aux parcelles privées enclavées.

1.6.4 Cessation d'activité

En l'application des articles R.512-39-1 à R.512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : espace naturel et paysager et une zone d'activité pour la plate-forme nord.

Lors de la mise à l'arrêt définitif de la carrière, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci et met en œuvre les dispositions prévues aux articles L.512-6-1, R.512-39 à R.512-39-4 du code de l'environnement.

ARTICLE 1.7 AUTRES RÉGLEMENTATIONS

1.7.1 Redevance archéologie préventive

Le présent arrêté vaut fait générateur pour la perception de la redevance d'archéologie préventive pour les surfaces affectées par les travaux des premières autorisations ou ceux des extensions.

1.7.2 Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

ARTICLE 1.8 VÉRIFICATION DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

1.8.1 Contrôles et analyses

L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix est soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions sont supportés par l'exploitant.

Elle peut demander en cas de nécessité la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des rejets liquides et gazeux, des émissions de poussières, des bruits, des vibrations ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

ARTICLE 1.9 SANCTIONS

1.9.1 Mesures et sanctions

En cas d'inobservation des prescriptions du présent arrêté, l'exploitant s'expose à la mise en œuvre des mesures et sanctions prévues aux articles L.171-8 à L.171-10 ainsi qu'à l'article L.514-11 du code de l'environnement.

ARTICLE 2 GESTION DE LA CARRIÈRE

ARTICLE 2.1 EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE ET DES INSTALLATIONS

2.1.1 Objectifs généraux

Les carrières et les installations annexes sont exploitées et remises en état de manière à limiter leur impact sur l'environnement.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont réalisées et exploitées en se fondant sur les meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.

2.1.2 Aménagements préliminaires

2.1.2.1 *Information du public*

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

2.1.2.2 *Bornage*

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :

1. des bornes matérialisant les sommets du polygone nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'autorisation ;
2. des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques du fond de fouille et des différentes zones de remise en état ;
3. des bornes de positionnement des limites de l'extraction.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

L'exploitant tient le plan de bornage à la disposition de l'inspection, la position de chaque borne sera repérée par ses coordonnées dans le système de projection Lambert 93.

2.1.2.3 *Eaux de ruissellement*

Lorsqu'il existe un risque, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre les zones d'exploitation et la voirie publique doit être mis en place en périphérie de ces zones.

2.1.2.4 *Accès à la voie publique*

L'accès à la voirie publique doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Le raccordement est stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.

Les eaux de ruissellement de la voie d'accès sont dirigées vers des bassins de décantation avant d'être rejetées vers le milieu naturel.

2.1.3 *Mise en service de la carrière*

La mise en service de l'installation est réputée réalisée dès lors que :

- les aménagements préliminaires tels qu'ils sont précisés aux articles 2.1.2.1 à 2.1.2.4 ci-dessus sont achevés ;
- le document justifiant de la constitution des garanties financières, prescrit à l'article 1.5.2 est transmis au préfet ;
- le plan de gestion des déchets d'extraction, prescrit à l'article 2.1.7.3 , est transmis au préfet.

L'exploitant notifie au préfet et au maire de Souraïde la mise en service de l'installation.

2.1.4 *Dispositions d'exploitation*

2.1.4.1 *Technique de décapage*

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

Les terres végétales sont stockées sous la forme de merlons végétalisés d'une hauteur maximale de 2 m, ou directement utilisés pour la remise en état. S'ils sont stockés, ils sont constitués par simple déversement sans circulation sur ces terres ainsi stockées. En aucun cas, ces terres végétales ne sont évacuées du site.

Les stériles de découverte sont stockés sous forme de cordons ou stocks de moins de 2 m de hauteur, ou utilisés directement pour la remise en état des banquettes au fur et à mesure de l'avancée des travaux.

2.1.4.2 *Patrimoine archéologique*

Toutes découvertes fortuites de vestiges archéologiques ou paléontologiques en dehors du cadre d'opérations préventives seront signalées sans délai à la mairie de Souraïde, à la Direction Régionale des Affaires Culturelles avec copie à l'inspection des installations classées.

2.1.5 *Fonctionnement de la carrière*

2.1.5.1 *Rythme de fonctionnement*

Les horaires de fonctionnement hors jours fériés sont :

- du lundi au vendredi, de 7 h à 18 h.

Aucune activité n'est autorisée les dimanches et jours fériés.

2.1.5.2 *Modalités d'extraction*

L'exploitation est conduite suivant la méthode et le phasage définis ci-après :

- une exploitation à ciel ouvert :
 - à flanc de colline sur la partie supérieure, entre les cotes 240 et 140 m NGF
 - en dent creuse sous la cote 140 m NGF ;
- hors d'eau avec pompage d'exhaure pour les eaux météoriques et de résurgences ;
- l'extraction des matériaux est réalisée par abattage à l'aide de tirs de mines verticaux ;
- les matériaux abattus sont chargés à l'aide d'une pelle hydraulique sur des tombereaux, pour les acheminer sur la plate-forme technique mitoyenne ;

- si besoin un pré-traitement des blocs est réalisé à l'aide d'un brise-roche hydraulique ;
- l'exploitation sera réalisée en quatre phases quinquennales ;
- les plans relatifs à la description du phasage de l'exploitation sont présents en annexe 3 du présent arrêté.

2.1.5.2.1 Cotes et tonnage d'extraction

La cote minimale de l'extraction ne doit pas être inférieure à + 5 m NGF.

La cote maximale supérieure des fronts d'exploitation ne doit pas dépasser + 240 m NGF.

Le tonnage maximum annuel à extraire est de 400 000 t.

Le volume total de gisement à extraire est de 2 170 000 m³, soit 6 087 000 tonnes.

Le volume total d'ophite à extraire est de 1 655 000 m³, soit 4 799 500 tonnes.

Le volume total de calcaire à extraire est de 245 000 m³, soit 612 500 tonnes.

Le volume total de schistes à extraire est de 250 000 m³, soit 625 000 tonnes.

Le volume total de flyschs à extraire est de 50 000 m³, soit 20 000 tonnes.

Le volume total de stériles à extraire est de 140 000 m³.

La densité du gisement est de 2,9 t/m³ pour l'ophite et de 2,5 t/m³ pour le calcaire, les flyschs et les schistes.

2.1.5.2.2 Abattage à l'explosif

L'exploitation du gisement étant réalisé avec des substances explosives, l'exploitant définit préalablement un plan de tir. L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs.

Chaque trou de mine doit disposer d'un bourrage avec des matériaux adaptés, d'une hauteur minimale de 2 mètres.

Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables entre 10 h et 18 h.

2.1.5.2.3 Gradins

L'exploitation est conduite par gradins successifs d'une hauteur maximale de 15 mètres.

La pente maximale intégratrice du talus de la découverte n'excédera pas 35°, et une pente maximale de 45°.

En position définitive, la pente moyenne intégratrice des fronts d'exploitation n'excédera pas 75°.

La pente maximale du talus des verses à stériles n'excédera pas 35°.

2.1.5.2.4 Banquettes

En cours d'exploitation, des banquettes doivent être aménagées entre les gradins de façon à permettre le passage des engins en toute sécurité et assurer l'équilibre des terrains périphériques.

Durant les travaux, la largeur minimale des banquettes est de 10 mètres. Cette largeur peut être augmentée selon les mesures de sécurité géotechniques à mettre en place.

En fin d'exploitation la largeur de la banquette peut être réduite à 5 mètres.

2.1.5.2.5 Pièges à cailloux

Le dimensionnement, le positionnement et les caractéristiques des pièges à cailloux, ou tout autre dispositif complémentaire, sont définis et validés par un géotechnicien.

Le dimensionnement tient compte de la taille des blocs, de la hauteur de chute, de la trajectoire et du volume à contenir. Le fond et le parement de ces ouvrages doit être adapté pour éviter les rebonds et résister à l'inertie des blocs à contenir.

2.1.5.2.6 Drainage du massif

Des drains sub-horizontaux sont réalisés dans les massifs schisteux et ophitique, afin de réduire la pression hydraulique en arrière du front.

Au-dessus de la cote 140 m NGF, les eaux issues de ces drains sont collectées et canalisées vers un réseau de collecte extérieur, pour éviter toute ré-infiltration dans le massif rocheux.

Ces drains sont périodiquement entretenus.

2.1.5.2.7 Stabilité des fronts d'extraction

Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.

L'exploitant met en place une surveillance périodique de la stabilité de l'ensemble des fronts de taille.

Cette surveillance est complétée par un suivi périodique et un diagnostic géotechnique annuel par un bureau d'étude géotechnique externe.

Cette surveillance fait l'objet d'un rapport annuel, qui est transmis à l'inspection des installations classées.

Toute anomalie constatée, doit être signalée dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

Un an avant le fin de l'autorisation, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, un bilan géotechnique de la stabilité générale de la fouille d'extraction, y compris l'ouvrage de confortement visé à l'article 2.1.5.2.8. Ce bilan géotechnique définira le coefficient de stabilité, les évolutions prévisibles de la fouille à moyen terme et si des mesures de suivi ou de sécurité particulières sont à mettre en place.

2.1.5.2.8 Ouvrage de confortement en partie sommitale sud

L'exploitant met en place une surveillance périodique de l'ouvrage de confortement, en lien avec un bureau d'étude en géotechnique. Ce suivi concerne : la paroi bétonnée, les tirants, les drains et les ouvrages d'évacuation des eaux.

2.1.5.2.9 Verses à stériles

La verse Est disposera des caractéristiques suivantes :

- stockage entre les cotes 180 et 210 m NGF ;
- ancrage drainant en pied de verse ;
- ouvrage de collecte et de décantation des eaux avant rejet ;
- 3 talus de 10 m de hauteur, séparés par des risbermes de 10 m de large ;
- une pente maximale des talus de 3H/2V (soit environ 35°) ;
- une pente intégratrice de 25° ;
- une capacité de stockage de 45 000 m³.

La verse nord disposera des caractéristiques suivantes :

- stockage entre les cotes 120 et 135 m NGF ;
- un talus de 10 m de hauteur, puis un talus de 5 m, séparés par des risbermes de 3 m de large ;
- une pente maximale des talus de 3H/2V (soit environ 35°) ;
- une capacité de stockage de 95 000 m³.

La verse ouest n'est plus utilisée pour le stockage.

Les verses à stériles font l'objet d'une surveillance périodique de la stabilité. Un relevé topographique est réalisé chaque trimestre.

2.1.5.2.10 Stockage des matériaux de découvertes et des stériles d'exploitation

Le stockage des matériaux de découvertes et des stériles d'exploitation est réalisé de manière à assurer la stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que ces matériaux et terres non polluées, utilisés pour la remise en état de la carrière ou pour l'entretien des pistes de circulation, ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines.

L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

2.1.6 Évacuation des matériaux

Les matériaux extraits sont transférés par tombereaux entre la carrière et les installations de traitement des matériaux.

Les matériaux commercialisés sont évacués du site par transport routier.

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour que les véhicules entrant ou sortant du site ne soient pas à l'origine, sur les voies publiques et leurs abords :

- d'envois de poussières ;
- de dépôt de poussières, boues ou minéraux, et ce quelles que soient les conditions atmosphériques.

Le matériau doit être transporté dans un état compatible avec les conditions de circulation, l'exploitant doit prendre toutes dispositions pour maintenir les chaussées empruntées pour les besoins de son exploitation en parfait état de propreté.

L'exploitant veille au respect du chargement des véhicules sortant du site, notamment en ce qui concerne le poids total autorisé en charge (PTAC) et le poids total roulant autorisé (PTRA).

2.1.7 Consignes et plans d'exploitation

2.1.7.1 Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

2.1.7.2 Plan d'exploitation

L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Sur ce plan, sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les clôtures et panneaux de signalisation ;
- les bornes visées à l'article 2.1.2.2 ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- les pistes et voies de circulation ;
- les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte ;
- les installations de toute nature (bascule, locaux, ravitaillement, installations de traitement ...) ;
- les limites de garantie du périmètre exploitable visés à l'article 1.2.3 ;
- la position des éléments de surface visés à l'article 1.2.4.2 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan, mis à jour annuellement, est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente...).

Une copie de ce plan certifié, daté et signé par l'exploitant et ses annexes, est transmise chaque année à l'inspection des installations classées.

2.1.7.3 Plan de gestion des déchets d'extraction

L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan, établi avant le début de l'exploitation, contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des

déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2.2 PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT

2.2.1 Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et d'accessibilité.

Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles limitées au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.

Les matériaux stockés sur le site de la carrière ne peuvent être exclusivement que les matériaux du décapage, les matériaux valorisables ou les matériaux nécessaires à la remise en état.

ARTICLE 2.3 REMISE EN ÉTAT

2.3.1 Conditions de remise en état

L'objectif de la remise en état est un réaménagement à vocation pastorale, écologique et paysager. Le plan d'eau créé sur le site pourra également répondre au besoin en stockage d'eau brute, étude engagée par la Commune d'Agglomération du Pays-Basque sur la ressource en eau potable. Le volume total attendu sera d'environ 2 400 000 m³.

La remise en état est conduite de façon progressive et coordonnée à l'exploitation selon le schéma d'exploitation et de remise en état défini en annexe 10 du présent arrêté et aux dispositions de l'étude d'impact, détaillées dans le dossier de demande d'autorisation environnementale. La remise en état comporte, y compris le nettoyage général du site, les principales dispositions suivantes :

- Sur une superficie d'environ 3,9 ha, alternance de fronts et de banquettes génératrice de diversité, à travers les milieux rupestres oligotrophes ainsi créés (pelouses, fronts, etc.) ;
- Aménagement d'éboulis au pied des fronts et sur les banquettes, créant ainsi une variété de nouveaux habitats naturels de type pionnier, présentant un intérêt patrimonial ;
- Sur une superficie d'environ 6,5 ha, réaménagement de prairies pastorales au niveau des zones de remblai ouest et est. Un semis d'espèces herbacées sera réalisé en lien avec les usagés des parcelles ;
- Création d'une jonction écologique avec les espaces naturels de landes à l'est et des boisements à l'ouest. Les landes à fougère et à ajonc, déjà existantes à l'Est du site seront étendues à l'ensemble des talus de découverte au sud et au sud-est. Elles couvriront une superficie d'environ 5,0 ha. Des plantations d'arbres et arbustes seront réalisées sur les banquettes afin de guider la recolonisation végétale en recréant des milieux de landes et des espaces semi-ouverts qui évolueront naturellement vers le stade forestier. Les secteurs boisés et/ou arbustifs, existants ou futurs, qui encadreront la fosse finale, occuperont une surface cumulée d'environ 7,3 ha ;
- Création d'un plan d'eau d'une surface totale d'environ 5,4 ha, stabilisé à la cote 115 m NGF. L'exploitant justifie par une étude hydrogéologique, un an avant le fin de l'autorisation, comprenant notamment des tests de perméabilité, du maintien de cette cote d'équilibre à 115 m NGF, après l'arrêt des dispositifs d'exhaure prévus à l'article 6.2.2.1 ;
- Les bassins à l'ouest et au nord seront maintenus sous la forme de point d'eau favorables à la reproduction des amphibiens ;
- Sur une superficie d'environ 2,2 ha, la zone nord-est conservera une vocation de plateforme de transit et/ou de traitement ;
- La re-végétalisation du site devra privilégier et diriger la reconquête végétale spontanée et naturelle, de manière à éviter l'implantation d'espèces invasives ;
- Une purge soignée des fronts de tailles et maintien des banquettes avec une largeur minimale de 5 mètres ;

- Nettoyage général du site avec évacuation des déchets vers des filières adaptées ;
- Les départs de pistes seront bloqués par des enrochements ou des portails ;
- Maintien et remise en état, si nécessaire, des clôtures et du portail d'accès ;
- Maintien de la signalisation des dangers et d'interdiction d'accès.

L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.

L'extraction de matériaux commercialisables doit être interrompue au plus tard 6 mois avant le terme de l'autorisation. La remise en état doit être achevée au plus tard à la date d'échéance du présent arrêté.

Toute modification des conditions de remise en état entre dans le champ d'application de l'article 1.6.1 du présent arrêté.

ARTICLE 2.4 DÉCLARATION ANNUELLE

2.4.1 Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (GEREP)

L'exploitant est soumis à la déclaration annuelle prévue par l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, modifié ; en particulier au V de l'article 4 correspondant aux exploitations de carrière visées à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées.

Cette déclaration inclut l'enquête annuelle sur l'activité des exploitations de carrières prévue par l'arrêté du 7 juillet 2017. Elle sera remplie dans les mêmes conditions.

Cette déclaration est à faire pour l'année N avant le 31 mars de l'année N+1 sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées prévu à cet effet.

ARTICLE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

2.5.1 Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

2.6.1 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté.

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

ARTICLE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

2.7.1 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

| Articles | Documents à transmettre | Périodicités / échéances |
|------------------------|---|---|
| Articles 1.5.3 & 1.5.4 | Attestation de constitution de garanties financières mentionnée à l'article 1.5.2 | 6 mois avant la fin de la période quinquennale, ou avant 6 mois suivant une augmentation de plus de 15 % de la TP01 base 2010 |
| Article 1.5.2 | Attestation de constitution de garanties financières mentionnée à l'article 1.5.2 | Préalablement à la mise en service de la carrière |
| Article 2.1.5.2.7 | Rapport de surveillance des fronts d'exploitation | Tous les ans |
| Article 2.1.7.2 | Plan d'exploitation | Tous les ans |
| Article 2.1.7.3 | Plan de gestion des déchets d'extraction | Tous les 5 ans |
| Article 2.3.1 | Notification de chaque phase de remise en état | À chaque fin de phase d'exploitation |
| Article 2.4.1 | Déclaration des émissions polluantes et des déchets | Tous les ans avant le 31 mars de l'année suivante. |
| Article 2.5.1 | Rapport d'accident | Au plus 15 jours après l'évènement |
| Article 3.2.6 | Compte rendu d'assistance écologique | Tous les 5 ans |
| Article 5.2.2.4 | Bilan annuel des retombées de poussières | Tous les ans avant le 31 mars de l'année suivante |
| Article 6.1.1 | Consommation et pompage des eaux | Tous les ans |
| Article 6.2.8 | Contrôle des rejets d'eau de surface | Tous les mois, saisie sur GIDAF |
| Article 6.2.9 | Bilan du suivi des eaux | Tous les 5 ans |
| Article 7.2.3 | Mesures de bruits | Tous les 3 ans |
| Article 7.3.3 | Contrôle des vibrations | Mesures à chaque tir de mines, puis transmission mensuelle |
| Article 1.6.4 | Notification de mise à l'arrêt définitif | 6 mois avant la date de cessation d'activité |
| Article 1.6.4 | Arrêt définitif : plan final et reportage photographique de remise en état | À l'échéance de l'arrêté préfectoral |

ARTICLE 3 AUTORISATION EMBARQUÉE ET MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION

ARTICLE 3.1 DÉROGATIONS À L'INTERDICTION D'ATTEINTE AUX ESPÈCES ET HABITATS D'ESPÈCES PROTÉGÉES

3.1.1 Nature de la dérogation

Le bénéficiaire est autorisé, au sein de l'emprise définie en annexe 2 et sous réserve des conditions énoncées aux articles suivants, à déroger aux interdictions de :

- Perturbation intentionnelle des spécimens des espèces animales protégées suivantes : Pipit farlouse (*Anthus prathensis*), Chardonneret élégant (*Carduelis carduelis*), Verdier d'Europe (*Chloris chloris*), Bruant jaune (*Emberiza citrinella*), Pie-grièche écorcheur (*Lanius collurio*), Linotte

mélodieuse (*Linaria cannabina*), Tarier pâtre (*Saxicola rubicola*), Accenteur mouchet (*Prunella modularis*), Bruant proyer (*Emberiza calandra*), Bruant zizi (*Emberiza cirlus*), Fauvette à tête noire (*Sylvia atricapilla*), Fauvette mélanocéphale (*Curruca melanocephala*), Hypolaïs polyglotte (*Hippolais polyglotta*), Pouillot fitis (*Phylloscopus trochilus*), Pouillot véloce (*Phylloscopus collybita*), Rossignol philomèle (*Luscinia megarhynchos*), Pipistrelle de Kuhl (*Pipistrellus kuhlii*), Lézard des murailles (*Podarcis muralis*), Couleuvre verte et jaune (*Hierophis viridiflavus*), Alyte accoucheur (*Alytes obstetricans*), Salamandre tachetée (*Salamandra salamandra*) et Triton palmé (*Lissotriton helveticus*) ;

- Destruction, altération ou dégradation d'habitats d'espèces animales protégées suivantes : Pipit farlouse (*Anthus prathensis*), Chardonneret élégant (*Carduelis carduelis*), Verdier d'Europe (*Chloris chloris*), Bruant jaune (*Emberiza citrinella*), Pie-grièche écorcheur (*Lanius collurio*), Linotte mélodieuse (*Linaria cannabina*), Tarier pâtre (*Saxicola rubicola*), Accenteur mouchet (*Prunella modularis*), Bruant proyer (*Emberiza calandra*), Bruant zizi (*Emberiza cirlus*), Fauvette à tête noire (*Sylvia atricapilla*), Fauvette mélanocéphale (*Curruca melanocephala*), Hypolaïs polyglotte (*Hippolais polyglotta*), Pouillot fitis (*Phylloscopus trochilus*), Pouillot véloce (*Phylloscopus collybita*), Rossignol philomèle (*Luscinia megarhynchos*), Pipistrelle de Kuhl (*Pipistrellus kuhlii*), Lézard des murailles (*Podarcis muralis*), Couleuvre verte et jaune (*Hierophis viridiflavus*), Alyte accoucheur (*Alytes obstetricans*), Salamandre tachetée (*Salamandra salamandra*) et Triton palmé (*Lissotriton helveticus*) ;
- Destruction, altération, transport de l'espèce végétale protégée suivante : Sénéçon de Bayonne (*Senecio bayonnensis*)

Les impacts résiduels après mise en œuvre des mesures d'évitement et d'atténuation concernent la destruction de :

- 1,86 ha de milieux semi-ouverts ;
- 0,46 ha de milieux de lisières et de broussailles ;
- plusieurs fronts de carrière.

3.1.2 Périmètre de la dérogation

Le plan en annexe 2 présente la localisation du projet et son périmètre d'une superficie de 30,28 ha. La présente dérogation s'applique strictement à ce périmètre.

Sauf disposition additionnelle mentionnée dans le présent arrêté, les aménagements, installations, ouvrages et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier.

3.1.3 Périodes d'intervention

La planification des opérations doit être conforme au calendrier défini dans le dossier :

- la suppression de la végétation intervient à l'automne et le décapage des milieux déjà ouverts est possible en automne-hiver ;
- la reprise d'exploitation de front non exploité depuis plus d'un an est effectuée à l'automne ;
- l'intervention sur les habitats en eau est réalisée à l'automne-hiver ;
- la mise à sec du fond de fouille intervient entre octobre et janvier.

Ce calendrier de principe est validé avant chaque phase par l'écologue en charge du suivi.

3.1.4 Journal de bord d'exploitation

Toutes les opérations d'entretien et de gestion des milieux sont notifiées dans un journal de bord d'exploitation, transmis au bureau d'étude en charge des suivis écologiques et tenu à disposition de l'Administration.

3.1.5 Respect des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement

Durant toutes les phases du projet, le bénéficiaire est tenu de mettre en œuvre les mesures d'évitement, de réduction d'impact, de compensation et d'accompagnement conformément au dossier, notamment les mesures suivantes qui les précisent et les complètent.

Le bénéficiaire prend les dispositions nécessaires pour que ces mesures soient communiquées aux entreprises qui réalisent les travaux au cours des phases de chantier et de démantèlement, puis à celles qui réalisent les opérations d'entretien de la végétation lors de la phase d'exploitation. Il s'assure, en outre, que ces mesures sont respectées.

3.1.6 Mesures d'évitement

Suite à l'identification des enjeux écologiques, les milieux suivants sont évités (cf.annexe 4) :

- l'ensemble des habitats boisés ;
- l'ensemble des habitats de zones humides ;
- l'ensemble des points d'eau du site.

3.1.7 Mesures de réduction

3.1.7.1 *Plan d'intervention*

Le cahier des charges pour la réalisation des opérations d'exploitation et de gestion sur site contient les attentes spécifiques du bénéficiaire en termes de management environnemental, notamment concernant :

- la prise en compte des secteurs à enjeux écologiques ;
- l'information des équipes de la carrière sur ces enjeux ;
- la limitation de la pollution lumineuse sur site ;
- la limitation des envols de poussières ;
- l'absence d'utilisation de produits phytosanitaires ;
- un plan de circulation avec limitation de la vitesse sur site ;
- la gestion des pollutions ainsi que les procédures et moyens d'interventions en cas de pollutions accidentelles.

Les déchets pollués sont évacués au plus vite vers une filière de traitement adaptée.

3.1.7.2 *Balisage et évitement des zones sensibles*

Les zones sensibles non impactées, identifiées dans l'emprise et aux abords de la carrière sont matérialisées afin de garantir leur visibilité et l'absence d'impacts durant toute l'exploitation.

Ils concernent en particulier les éléments figurant aux annexes X et Y et tout autre enjeu découvert à proximité des zones d'exploitation et d'activité du site :

- l'ensemble des habitats boisés ;
- l'ensemble des habitats de zones humides ;
- l'ensemble des points d'eau du site ;
- les stations de Sénéçon de Bayonne dont 338 individus sont complètement préservés ;
- les secteurs favorables à l'Alyte accoucheur (cf. article 3.1.7.3).

3.1.7.3 *Maintien d'habitats favorables à l'Alyte accoucheur*

Durant toute l'exploitation du site, des secteurs présentant des habitats de reproduction favorables à l'Alyte accoucheur sont maintenus. Ces dépressions sont aménagées régulièrement en lien avec l'activité extractive et complétées par des hibernacula à proximité. Ces habitats temporaires ne font l'objet d'aucune intervention entre les mois de février et de septembre.

3.1.7.4 *Gestion des ornières sur l'exploitation*

À l'exception des dépressions spécifiquement maintenues (cf. article 3.1.7.3), les pistes et zones de circulation des engins font l'objet d'un contrôle et de rebouchage réguliers. En cas d'apparition d'habitats temporaires accueillant des amphibiens au droit des zones d'activité, la circulation est adaptée après avis de l'écologue en charge du suivi des mesures.

3.1.7.5 *Purge des fronts et reprise d'exploitation*

Les fronts en cours d'exploitation sont régulièrement purgés afin d'éviter toute attractivité pour la faune pendant les périodes d'exploitation.

Avant reprise d'exploitation sur des fronts inexploités pendant au moins une année, l'écologue en charge de suivi mène un diagnostic d'identification des potentialités pour l'avifaune et les chiroptères au droit de ces fronts. Avant le démarrage de l'exploitation, les secteurs concernés font l'objet de mesure de défavorabilisation efficaces et validées par l'écologue afin d'assurer l'absence d'impact sur des espèces pouvant investir les fronts de taille.

3.1.7.6 *Espèces végétales exotiques envahissantes*

Un plan de gestion des espèces exotiques envahissantes végétales est produit sur l'emprise du site. Il définit les objectifs de limitation de la diffusion de ces espèces, les moyens de lutte et les indicateurs de suivi.

3.1.8 Remise en état

À l'issue de chaque phase d'exploitation les terrains dont l'exploitation est terminée sont remis en état.

La revégétalisation naturelle est privilégiée. Toutefois, si la reprise est difficile, elle est renforcée par de l'ensemencement ou la plantation d'espèces locales, caractéristiques des habitats naturels à restaurer et adaptées aux conditions stationnelles locales, selon les préconisations disponibles sur le site de l'Observatoire de la Biodiversité Végétale (<https://obv-na.fr/ressources#vegetalisation>). Les plantations sont issues de la marque collective Végétal local via un partenaire produisant des végétaux adaptés à la localisation de l'installation (ou issues de cahiers des charges de récolte et de production similaires).

A terme les terrains remis en état constituent un ensemble de 28,1 ha composés de :

- 3,9 ha de fronts et banquettes bruts avec l'aménagement de cônes d'éboulis et de pierriers ;
- 5,4 ha de plan d'eau et des bassins à l'Ouest et au Nord ;
- 6,5 ha de prairies pastorales ;
- 5,0 ha de lances à fougère et ajonc ;
- 7,3 ha de milieux boisés et arbustifs.

Une surface de 2,2 ha de plateforme est maintenue pour une activité industrielle ou artisanale.

3.1.9 Mesures compensatoires

3.1.9.1 *Durée de la compensation*

Les mesures de compensation sont mises en œuvre pour la durée d'exploitation de la carrière une durée minimale de 20 ans.

L'ensemble des mesures compensatoires fait l'objet d'une sécurisation foncière sur 21 ans, rendue effective au maximum 6 mois après le début des travaux.

3.1.9.2 *Compensation en faveur du Sénéçon de Bayonne*

Espèces ciblées : Sénéçon de Bayonne (*Senecio bayonnensis*).

Surface/quantification : 24 individus.

Calendrier de mise en œuvre : dès le démarrage des phases d'exploitation impactant l'espèce.

Description détaillée : suite à la mise en place des mesures de transplantations, les secteurs d'accueil de la transplantation font l'objet d'une gestion favorable à l'expression du Sénéçon de Bayonne pendant toute la durée d'exploitation de la carrière. Un plan de gestion de ces secteurs est mis en place qui intègre l'ensemble des zones de présence de l'espèce sur le site.

Les objectifs de maintien de l'espèce sur le site sont évalués à l'échelle de l'ensemble de ces secteurs : présence actuelle, nouvelles stations apparues au cours de l'exploitation et secteurs de transplantation. En cas de diminution du nombre de pieds ou de stations de l'espèce sur le site, des mesures compensatoires supplémentaires sont mises en œuvre.

Carte en annexe : annexe 5

3.1.10 Mesures d'accompagnement

3.1.10.1 *Assistance environnementale*

Un suivi environnemental est mis en œuvre durant les phases d'exploitation afin que soient assurées les opérations suivantes :

- suivi de la bonne exécution des prescriptions du présent arrêté, notamment en phase de préparation de chantier, de travaux, de remise en état et de compensation ;
- suivi de la réalisation et de la transmission des documents d'exécution ;
- calage des emprises et matérialisation des milieux à préserver ;

- formation du personnel technique.

3.1.10.2 *Plantation de haies en bordure d'exploitation*

Des haies sont plantées en limite d'exploitation (cf. carte en annexe 4).

Ces haies sont plantées à partir d'espèces locales, caractéristiques des habitats naturels locaux et adaptées aux conditions stationnelles locales, selon les préconisations disponibles sur le site de l'Observatoire de la Biodiversité Végétale (<https://obv-na.fr/ressources#vegetalisation>). Les plantations sont issues de la marque collective Végétal local via un partenaire produisant des végétaux adaptés à la localisation de l'installation (ou issues de cahiers des charges de récolte et de production similaires).

3.1.10.3 *Transplantation du Sénéçon de Bayonne*

Les pieds de Sénéçon de Bayonne situés dans la zone d'exploitation et non évités par les activités sont déplacés avant impacts. Le protocole de déplacement est conforme au dossier et aux retours d'expérience issus du Jardin Botanique de Saint-Jean-de-Luz présentés dans le dossier.

Le protocole est répété pour chaque individu découvert sur une zone d'exploitation de la carrière.

Les secteurs de transplantations sont choisis par un expert botaniste en fonction des conditions d'expression de l'espèce et de la pérennité attendue de ces secteurs (absence d'entretien par le feu par exemple).

Un compte-rendu systématique de ces opérations est transmis au service de la DREAL en charge de la réglementation relative aux espèces protégées.

3.1.10.4 *Cahier des charges pour la gestion et l'entretien du site*

En lien avec les milieux actuellement présents, la remise en état progressive et la compensation, un cahier des charges pérenne est établi durant l'exploitation de la carrière. Ce cahier des charges a vocation à être transmis aux propriétaires à qui sont restitués les terrains à la fin de l'exploitation. Il vise à mettre en œuvre une gestion écologique cohérente de l'ensemble de ce secteur.

Les terrains, dont l'exploitant détient la propriété, font l'objet de la mise en place d'une Obligation Réelle Environnementale d'une durée supérieure à celle de l'exploitation afin de garantir la pérennité de cette gestion écologique.

3.1.11 Suivi écologique

Le bénéficiaire est tenu de mettre en place un suivi écologique sur le site du projet et sur les zones de compensation.

Le suivi écologique intègre :

| Taxons | Nombre de passages par inventaire | Fréquence |
|--|--|--|
| habitats naturels/flore et suivi phytosociologique | 2 passages entre mars et octobre afin notamment de suivre l'évolution de la population de Sénéçon de Bayonne mais aussi le cortège complet et évaluer la présence du Colchique d'automne | Fréquence annuelle de N+1 à N+5 puis tous les 5 ans jusqu'à l'année suivant la dernière remise en état |
| reptiles, avifaune | 3 passages en avril-mai + juin-juillet | N+1, N+5 et tous les 5 ans jusqu'à l'année suivant la dernière remise en état |
| amphibiens | 2 passages à partir de mars | N+1, N+5 et tous les 5 ans jusqu'à l'année suivant la dernière remise en état |
| chiroptères | 3 passages nocturnes à partir du mois de juin | N+1, N+5 et tous les 5 ans jusqu'à l'année suivant la dernière remise en état |

L'année N est l'année 2025.

En cas d'évolution négative des populations des espèces protégées et de leurs habitats après N+5 ans, les modalités de gestion sont adaptées après validation par la DREAL/SPN ou de nouvelles mesures compensatoires sont proposées.

3.1.12 Documents et informations à transmettre

3.1.12.1 Dépôt des données sur GéoMCE

Le bénéficiaire du présent arrêté est tenu de fournir aux services compétents de l'État, aux formats en vigueur, toutes les informations nécessaires, à la bonne tenue de l'outil national de géolocalisation des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité (GéoMCE).

À cette fin, le pétitionnaire transmet à la DREAL Nouvelle-Aquitaine/SPN via l'adresse e-mail geomce.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr, les éléments listés ci-dessous, au plus tard le 30 juin 2026 :

- une fiche « projet » ;
- une fiche « Mesure » pour chacune des mesures compensatoires prescrites (ainsi que les mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement transmises) ;
- une couche SIG de géolocalisation des mesures au format shapefile (.shp), produite dans le système de projection L93/RGF93 (EPSG : 2154), et dont les données attributaires comporteront *a minima* un champ identifiant explicitement la mesure afférente à l'objet géographique (exemple : nom de la mesure, numéro de la fiche mesure).

L'ensemble des modèles à utiliser pour les éléments listés ci-dessus, ainsi que la notice d'utilisation du fichier gabarit, sont accessibles sur le site internet de la DREAL Nouvelle-Aquitaine, par le lien suivant :

<https://www.nouvelle-aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/communication-des-donnees-environnementalespar-a10758.html>

(ou en saisissant « GéoMCE » dans la barre de recherche de la page d'accueil du site internet).

3.1.12.2 Versement des données naturalistes sur Dépobio

Le bénéficiaire verse, sur l'espace de dépôt Dépobio (<https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/>), les données brutes de biodiversité acquises postérieurement à la décision administrative à l'occasion des études de suivi des impacts et des mesures compensatoires. Celles-ci sont fournies aux mêmes échéances que les suivis afférents.

On entend par données brutes de biodiversité les données d'observation de taxons, d'habitats d'espèces ou d'habitats naturels, recueillies par observation directe, par bibliographie ou par acquisition de données auprès d'organismes détenant des données existantes.

3.1.12.3 Documents à transmettre au service de la DREAL en charge des espèces protégées

Le bénéficiaire est tenu de transmettre à la DREAL / SPN (especes-protgees.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr), les documents suivants **pour information et validation le cas échéant** :

| Document/Données | Échéances |
|---|--|
| Mises à jour régulière du planning prévisionnel d'exploitation et du démarrage des phases | A minima avant chaque phase |
| Plan de management environnemental de la carrière | 30/06/26 |
| Plan de gestion des espèces invasives | 30/06/26 |
| Compte-rendus des suivis écologiques et des transplantations | Au plus tard le 31/03 des années N+2 à N+6 Puis tous les 5 ans jusqu'à l'année suivant la dernière remise en état |
| Récépissé de versement sur l'espace Dépobio des données brutes de biodiversité | Au plus tard 6 mois après l'achèvement de chaque campagne d'acquisition des données |
| Plan de gestion des mesures compensatoires et de remise en état | 30/06/26 |
| Données de géolocalisation des mesures de compensation (GéoMCE) <i>Attention : ces données doivent être transmises via</i> | 30/06/26 et mises à jour régulières en fonction de leur évolution |

| | |
|---|---|
| l'adresse mail geomce.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr | |
| Bilan de l'ensemble des mesures mises en œuvre en faveur des espèces protégées et leur efficacité | Au plus tard le 31/03/N+6, puis tous les 5 ans jusqu'à l'année suivant la dernière remise en état |

ARTICLE 3.2 MESURES D'ÉVITEMENT DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION

3.2.1 Respect des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement

Durant toutes les phases du projet, le bénéficiaire est tenu de mettre en œuvre les mesures d'évitement, de réduction d'impact, de compensation et d'accompagnement conformément au dossier, notamment les mesures suivantes qui les précisent et les complètent.

Le bénéficiaire prend les dispositions nécessaires pour que ces mesures soient communiquées aux entreprises qui réalisent les travaux au cours des phases de chantier et de démantèlement, puis à celles qui réalisent les opérations d'entretien de la végétation lors de la phase d'exploitation. Il s'assure, en outre, que ces mesures sont respectées. Ces mesures sont reprises dans les dossiers de consultation des entreprises sous forme d'une notice de respect de l'environnement.

3.2.2 Assistance écologique durant l'exploitation

Une assistance écologique est mise en place afin de mettre en œuvre et vérifier la bonne mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction et de compensation.

Ces interventions font l'objet de la production de comptes-rendus qui sont transmis à l'inspection des installations classées.

3.2.3 Mesures d'évitement

ME1 : Maintien des continuités boisées et des secteurs humides

Le périmètre d'extraction permet la préservation des milieux boisés du site afin de maintenir une fonctionnalité écologique, ainsi que les habitats de zone humide du site et les espèces qui leurs sont associées.

ME2 : Conservation des points d'eau de la carrière

La conservation des points d'eau sera favorable à toutes les espèces d'amphibiens présentes grâce au maintien d'une zone favorable à leur reproduction. Elle est également favorable aux oiseaux du cortège des milieux aquatiques en leur offrant une zone d'alimentation, ainsi qu'à la flore inféodée aux milieux aquatiques.

ME3 : Préservation des stations de Sénéçon de Bayonne

Les stations évitées présentes au sein du périmètre de la carrière, font l'objet d'une mise en défens (une clôture à trois fils) et d'un balisage (un panneau « Station botanique sensible »).

Les individus impactés font l'objet de la mesure de compensation MC1.

3.2.4 Mesures de réduction

MR1 : Adaptation des périodes de travaux au cycle biologique des espèces

- Les travaux de suppression de la végétation auront lieu durant l'automne (de septembre à novembre) pour éviter à la fois la période de reproduction et de présence de juvéniles des oiseaux et des reptiles, ainsi que la période d'hivernage des amphibiens.
- Les travaux de décapage des milieux ouverts auront lieu durant de septembre à février.
- La reprise d'exploitation d'un front non exploité depuis plus d'un an à l'automne (de septembre à novembre) permet d'éviter la période de reproduction des oiseaux et des éventuels chiroptères.
- La réalisation des éventuelles interventions sur les habitats en eau à l'automne-hiver permet d'éviter la période de présence des amphibiens ainsi que de leurs œufs et de leurs larves
- La mise à sec du fond de fouille (hors puisard), lorsqu'elle sera nécessaire, devra s'effectuer entre octobre et janvier et le pompage devra être continu pendant toute la durée de la saison de reproduction suivante (de février à septembre) pour maintenir le milieu à sec et éviter de le rendre

favorable aux amphibiens. Si une remise en eau est constatée pendant la saison de reproduction, toute reprise de pompage sera proscrite avant.

MR2 : Maintien d'un habitat favorable à l'Alyte accoucheur tout au long de l'exploitation

Aménager dans les secteurs exploités, mais les moins perturbés, de légères dépressions d'une profondeur de 20 à 50 cm, temporairement en eau. A proximité de ces dépressions, des hibernaculum pourront être mis en place sous forme de tas de pierres ou de bois.

Dans tous les cas, aucune intervention sur ces habitats ne sera effectuée pendant la période de reproduction des amphibiens pionniers (de février à septembre).

MR3 : Circulation des engins et véhicules à faible vitesse

La limitation de la vitesse de circulation sur la carrière permettra de faciliter la fuite des espèces animales et limitera les émissions de poussières.

MR4 : Réduction des nuisances lumineuses

Aucune activité nocturne n'est prévue sur le site et l'éclairage sera réduit à son strict nécessaire en période de faible luminosité et orienté vers le sol.

MR5 : Proscrire l'utilisation de produits phytosanitaires

L'utilisation de produits phytosanitaires pour l'entretien de la végétation, ou pour tout autre usage ainsi que pour la suppression des espèces végétales indésirables, est proscrite.

MR6 : Dispositif de lutte contre les espèces exotiques envahissantes (actions préventives et curatives)

- Toutes les mesures de prévention, éradication et confinement précoces sont prises pour éviter l'introduction et la dispersion d'espèces envahissantes sur l'exploitation et ses abords, notamment concernant l'entretien et la circulation des véhicules, la formation du personnel, le repérage, le balisage et l'élimination des stations d'espèces envahissantes existantes, la gestion de potentiels déchets verts issus du dégagement des emprises, l'apport de matériaux et la remise en état du site.
- Une action de végétalisation à partir d'essences issues de la marque végétal local, ou d'une production disposant de référentiels équivalents, et adaptées aux conditions stationnelles locales est mise en place sous validation de l'écologue en cas de risques de reprises importants des espèces invasives.
- Un suivi continu de la repousse des espèces invasives est mis en place. Les sujets identifiés sont systématiquement positionnés sur un plan puis retirés du site via un protocole adapté et validé par l'écologue.

L'ensemble des déchets végétaux doit être exporté vers des plateformes de traitement spécialisées.

MR7 : Limiter les émissions de poussières

- Les soulèvements de poussières liés à la circulation des engins et camions seront limités par arrosage des pistes.

MR8 : Gestion du risque de pollution

L'entretien et le lavage des engins de chantier s'effectueront au-dessus d'une aire étanche équipée d'un séparateur d'hydrocarbures sur la plateforme technique.

Le ravitaillement des engins mobiles (tombereaux, chargeurs) sera réalisé au-dessus d'une aire étanche équipée d'un séparateur d'hydrocarbures sur la plateforme technique. Le ravitaillement des engins d'extractions (pelles hydrauliques, foreuses) est réalisé en bord à bord par une citerne mobile sur un bac de rétention souple.

En cas de pollution accidentelle, les engins sont équipés de kits anti-pollution qui permettent de contenir la pollution. Les terres non décapées souillées seront collectées, puis éliminées par une entreprise spécialisée.

MR9 : Maintenir les possibilités de circulation de la petite faune au niveau des zones clôturées

Les clôtures utilisées autour du site seront toutes surélevées de 20 cm pour permettre le passage de la petite faune.

MR10 : Limiter la création de mares temporaires

Une attention particulière sera nécessaire afin d'éviter la création d'habitats temporaires favorables aux amphibiens lors de l'exploitation (ornières, dépressions susceptibles de se remplir d'eau). Les pistes sont et seront régulièrement entretenues afin de reboucher les éventuelles dépressions indésirables qui se seraient formées sous le passage répété des engins ou des camions.

Cette mesure permettra d'éviter la destruction d'individus au niveau de ces habitats temporairement générés par l'exploitation.

MR11 : Purge des fronts et prise de précaution lors de la reprise d'anciens fronts

Les fronts en cours d'exploitation seront purgés afin d'éviter la formation de corniches ou de renforcements susceptibles d'attirer l'avifaune rupicole, et de fissures susceptibles d'attirer les chiroptères fissuricoles.

Cette mesure permet d'éviter la destruction de nichées (avifaune) et d'individus (chiroptères) de ces espèces durant l'exploitation.

Lors de la reprise de l'extraction sur des fronts inexploités depuis plus d'un an, une attention particulière sera portée à la présence d'oiseaux ou de cavités favorables ou indices de présence de chiroptères.

Dans le cas où une présence de chiroptères serait avérée ou suspectée, les fronts seront rendus inaccueillants pour les chiroptères par la mise en place d'un éclairage direct, la veille du tir, après la sortie des individus occupant le front.

Dans le cas où une présence de nidification d'oiseaux serait avérée, le front ne pourra être repris qu'à la fin de la période de reproduction de l'espèce.

MR12 : Réaménagement coordonné

Le phasage des travaux sera coordonné aux opérations de réaménagement afin de permettre la création de nouveaux habitats préalablement ou parallèlement à la diminution progressive des habitats de la zone d'extension.

MR13 : Plantation de haies avec des espèces épineuses

Des haies seront plantées en bordure du périmètre du projet (Cf. Figure 36). Ces haies permettront de :

- Compléter la trame verte locale ; fournir des abris pour les reptiles et les oiseaux de milieux semi-ouverts ;
- Constituer un corridor écologique local permettant la circulation de la faune autour du site ;
- Intercepter les poussières occasionnées par l'exploitation de la carrière.

Elles seront composées d'espèces locales adaptées aux différents sols telles que l'Aubépine, l'Ajonc d'Europe, le Prunellier, (espèces épineuses favorables à la Pie grièche écorcheur), le Noisetier, le Frêne élevé, le Bouleau pendant (liste non exhaustive). Les plants proviendront d'une pépinière respectant le référentiel technique de la marque « Végétal Local » et dont les conditions de culture sont proches de celles du site d'accueil afin de s'assurer que les plants sont adaptés aux conditions locales.

MR14 : Lutte anti-vectorielle

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre les proliférations d'insectes, notamment de moustiques, vecteurs de pathologies pour les humains ou les animaux domestiques.

Toutes les mesures doivent être prises pour éviter la constitution de gîtes larvaires, notamment en limitant la stagnation des eaux. À cet effet, la démoustication est effectuée en tant que de besoin ou sur demande de l'autorité en charge de la santé, dans le respect de l'environnement.

3.2.5 Mesures de suivi**MS1 : Suivi des amphibiens**

L'exploitant prendra contact avec un prestataire externe afin d'organiser un suivi des populations d'amphibiens présentes sur la carrière. Il visera à évaluer l'état de conservation des populations d'amphibiens sur la carrière et l'efficacité des mesures mises en place (gestion de l'habitat de l'Alyte accoucheur).

La périodicité du suivi sera déterminée par l'écologue en charge du suivi et adaptée tout au long de l'exploitation. Ce suivi sera réalisé *a minima* à la fin de chaque phase (soit tous les 5 ans), à raison d'un passage au mois de mai.

MS2 : Suivi de la reprise de la végétation dans les zones réaménagées et de sa colonisation par la faune

L'exploitant prendra contact avec un prestataire externe afin d'organiser un suivi de la reprise de la végétation dans les zones réaménagées (zones reboisées, prairies, fronts, banquettes, et points d'eau), afin de :

- Pouvoir ajuster la gestion de ces milieux si nécessaire ;
- Surveiller et endiguer la prolifération des espèces invasives ;
- Suivre la colonisation de ces milieux par des espèces patrimoniales (oiseaux, reptiles, amphibiens, insectes).

La périodicité du suivi sera déterminée par l'écologue en charge du suivi et adaptée tout au long de l'exploitation.

Ce suivi sera réalisé *a minima* à la fin de chaque phase (soit tous les 5 ans), à raison d'un passage au mois de mai.

MS3 : Suivi de la zone d'accueil du Sénéçon de Bayonne

Ce suivi concerne la zone où les individus de Sénéçon de Bayonne auront été transplantés. Il débutera l'année même du transfert et sera annuel pendant les 5 premières années, puis tous les 5 ans jusqu'à la fin de l'exploitation.

Les objectifs de ce suivi sont :

- Évaluer et suivre l'évolution et la réussite du transfert de la population de Sénéçon de Bayonne et les stations futures, et proposer des mesures de gestion du milieu si nécessaire ;
- Évaluer et suivre l'évolution des espèces exotiques envahissantes et proposer des mesures de gestion si nécessaire ;
- En cas d'échec, apporter des mesures complémentaires.

MS4 : Suivi de la flore patrimoniale sur les zones en exploitation

Dans le cas où un ou plusieurs individus de Sénéçon de Bayonne ou de toute autre espèce végétale protégée seraient inventoriés sur les zones exploitées, ils seront géolocalisés et mis en défens. Si le ou les individus ne peuvent être conservés, ils feront l'objet des mesures MC1 et MS3.

3.2.6 Suivi écologique

Le bénéficiaire est tenu de mettre en place un suivi écologique quinquennal sur le site afin de pouvoir apprécier, avec précision, l'efficacité de l'ensemble des mesures (éviter et réduire) mises en œuvre sur les espèces concernées par le projet et dans le cadre du réaménagement final.

Le personnel de la carrière est sensibilisé afin de limiter le risque de destruction d'individus et d'habitats d'espèces à enjeux.

ARTICLE 4 PRÉVENTION DES RISQUES

ARTICLE 4.1 GÉNÉRALITÉS

4.1.1 Propreté de l'installation et de ses abords

L'ensemble du site et ses abords sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

4.1.2 Contrôle des accès

Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

Une bouée munie d'une touline de 30 mètres, est placée en bordure de chaque plan d'eau non-protégé par une clôture.

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement de la carrière, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

4.1.3 Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées.

ARTICLE 4.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

4.2.1 Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels de sécurité sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Une réserve d'eau d'au moins 120 m³, ou un dispositif équivalent validé par le Service Départemental d'Incendie et de Secours, doit être implantée à moins de 200 mètres des réservoirs de carburant et des installations de traitement. Cet équipement doit disposer d'une aire d'aspiration conformément aux caractéristiques techniques des plateformes d'aspiration des engins de secours du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie afin de permettre aux services de secours de disposer d'une ressource en eau accessible en cas de feu.

L'exploitant doit prendre contact avec le SDIS 64 pour valider ces équipements.

4.2.2 Les plans et signalétiques

Un plan d'intervention permettant aux services de secours d'identifier les lieux et de déterminer les risques est disponible sur le site. Ce plan d'intervention détachable doit : signaler les accès, les risques particuliers du site (électrique, explosifs, hydrocarbures, zone d'extraction dangereuse, etc.), l'emplacement des coupures d'urgence des installations, etc.).

Un plan de lutte contre les pollutions doit identifier : les organes d'isolement de la carrière avant rejet, l'emplacement des sources potentielles de pollution, l'emplacement des matériels propres à l'entreprise permettant de lutter contre les pollutions (bouchons obturateurs, boudin absorbants, absorbants en sac, etc.).

ARTICLE 4.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

4.3.1 Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées annuellement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

4.3.2 Appareils à pression

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses appareils à pression de gaz en service sont exploités conformément aux règles en vigueur.

ARTICLE 4.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

4.4.1 Rétentions et confinement

Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier :

I. Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

En dehors des jours d'activité, les engins sont stationnés sur une aire étanche.

Le ravitaillement des engins à mobilité réduite pourra s'effectuer au-dessus d'un bac étanche mobile ou un dispositif similaire, avec à disposition à proximité immédiate de produits absorbants pour la récupération des liquides déversés accidentellement.

Chaque équipement de travail mobile doit être équipé d'un kit de produits absorbants pour hydrocarbures.

II. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 1 000 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 1 000 l.

Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.

III. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

IV. Les capacités de rétention doivent être placées à l'abri des eaux météoriques.

V. Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées pour prévenir toute pollution des sols, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Les bassins de décantation avant rejet vers le milieu naturel sont munis de dispositifs d'obturation.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées à l'article 6.2 ci-après.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets. Dans le cas d'un déversement accidentel d'hydrocarbures, les terres souillées sont immédiatement excavées et évacuées vers un centre de traitement agréé.

VI. L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

4.4.2 Tuyauteries et fluides

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement repérées, entretenues et contrôlées.

Les flexibles utilisés lors des transferts sont entretenus et contrôlés. En cas de mise à l'air libre, l'opération de transvasement s'arrête automatiquement.

4.4.3 Pollution accidentelle des eaux

Toute anomalie, accident, déversement ou rejet, portant ou susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux souterraines ou superficielles, fait l'objet d'une information immédiate à l'inspection des installations classées et la direction en charge de l'eau de la communauté d'agglomération Pays-Basque (CAPB).

L'exploitant met en œuvre les mesures de gestion adaptées pour supprimer la pollution.

Il informe l'inspection des installations classées des résultats des investigations qu'il aura réalisées ainsi que des mesures qu'il aura prises ou envisagées.

ARTICLE 4.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

4.5.1 Travaux

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

ARTICLE 5 PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

ARTICLE 5.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

5.1.1 Dispositions générales

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour éviter que l'installation ne soit à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières :

- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;
- la vitesse maximale autorisée sur le site est limitée à 30 km/h ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Un dispositif tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues ;
- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent ;
- les engins de foration des trous de mines sont équipés d'un dispositif de dépoussiérage.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

5.1.2 Émissions diffuses et envols de poussières

Des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, des bâtiments alentour, des rideaux d'arbres, etc.) que de l'exploitation de l'installation, sont mises en œuvre de manière à limiter l'émission de poussières.

Lorsque les stockages des produits minéraux se font à l'air libre, les stockages sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 5.2 REJETS A L'ATMOSPHÈRE

5.2.1 Mise en œuvre des contrôles

Le contrôle des niveaux d'empoussièrement et les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

5.2.2 Retombées de poussières dans l'environnement

5.2.2.1 Plan de surveillance des émissions de poussières

Un plan de surveillance des émissions de poussières est mis en place.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance comprend :

- (a) au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière ;
- (b) le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants ;
- (c) une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants.

| Type de stations de mesures | Situation (annexe 8) | Coordonnées en Lambert 93 en m |
|-----------------------------|--|--|
| a | J 1 : Jauge témoin au sud-ouest du site en bordure du GR 8 | X : 335 608 Y : 6 257 703 |
| b | J 2 : Habitation Otelea au nord du site J 4 : Hameau Pinodieta au sud-est du site | X : 336 224 Y : 6 258 405 X : 336 533 Y : 6 258 339 |
| c | J 3 : Limite est de la plateforme nord du site | X : 336 790 Y : 6 257 937 |

Le plan de surveillance est mis à jour en fonction de l'avancée de l'exploitation (localisation et nombre de jauges)

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.2.2.2 Programme de surveillance des retombées atmosphériques

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées à l'article 5.2.1 .

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en $\text{mg}/\text{m}^2/\text{jour}$.

L'objectif à atteindre est de $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu à l'article 5.2.2.4 ci-dessous, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Les campagnes de mesure durent 30 jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur ci-dessus et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu à l'article 5.2.2.4 ci-dessous, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

5.2.2.3 Mise en place d'une station météorologique

La direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.

La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.

La mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.

5.2.2.4 Bilan annuel des retombées atmosphériques

Chaque année l'exploitant établit un bilan annuel des mesures réalisées.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de

l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

ARTICLE 6 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

Un plan daté des réseaux d'alimentation, de collecte et des rejets est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable. Ce plan doit faire apparaître les secteurs collectés, les branchements, les regards, les postes de relevage, etc. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 6.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

6.1.1 Origine des approvisionnements en eau

L'utilisation de l'eau doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Les eaux utilisées sur le site proviennent :

- du réseau public de distribution d'eau potable ;
- du pompage des eaux d'exhaure en fond de fouille ;
- du pompage des eaux de la source et du secteur sud-ouest, en secours.

Toute modification des conditions d'alimentation en eau de l'établissement, ainsi que de projets concernant la réduction des consommations d'eau, devra être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

Chaque année l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées ses consommations d'eau de l'année précédente :

- volume du pompage d'exhaure de la fosse ;
- volume du prélèvement d'eau pour les besoins industriels ;
- volume d'eau du réseau public d'eau potable.

6.1.1.1 Usages domestiques

L'eau utilisée dans l'établissement pour les usages domestiques provient uniquement du réseau public de distribution d'eau potable.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les eaux et d'éviter des retours dans le réseau d'eau publique.

6.1.1.2 Usages industriels

Le lavage des matériaux n'est pas autorisé sur le site.

L'eau nécessaire pour les usages industriels : arrosage des pistes, des granulats, lavage des roues, nettoyage des véhicules et des installations, provient du circuit de pompage des eaux d'exhaure en fond de fouille.

ARTICLE 6.2 REJETS DES EFFLUENTS AQUEUX

6.2.1 Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées : eaux des surfaces imperméabilisées (aire étanche, aire de stationnement, aire de ravitaillement...) ;
- les eaux domestiques : les eaux de vannes, les eaux des lavabos et douches...

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixés par le présent arrêté.

6.2.2 Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables.

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté.

Un dispositif permettant l'obturation du réseau d'évacuation des eaux pluviales polluées est implanté de sorte à maintenir sur le site les eaux en cas de dysfonctionnement de l'installation de traitement.

Les dispositifs de rejet des effluents sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

6.2.2.1 Ouvrages pour l'eau d'exhaure de la fosse

Les eaux pluviales et souterraines du bassin versant de la fosse d'extraction, sont collectées en point bas du carreau de l'extraction où elles peuvent se décanter avant d'être pompées pour assécher la fouille.

Une partie de ces eaux alimente une réserve d'eau pour les besoins en eaux industrielles du site et le reste est rejeté dans un fossé en bordure nord de la plateforme de stockage, avant de rejoindre le ruisseau Lekayoako au nord du site.

6.2.2.2 Ouvrage de drainage

Des ouvrages sont mis en place pour collecter et canaliser les eaux issues de la source sud-ouest et des drains de l'ouvrage de soutènement, vers les réseaux de collecte est et ouest, afin de limiter le ruissellement vers le fond de fouille.

6.2.3 Localisation du point de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejets suivants :

| Point de rejet annexe 7 | Coordonnées en Lambert 93 en m | Nature des effluents |
|---|--------------------------------------|---|
| 1 : Rejet bassins Otelea | X : 336 155 Y : 6 258 341 | Eaux pluviales du secteur ouest Eaux de la source sud-ouest Eaux de la plateforme technique |
| 2 : Rejet plateforme nord | X : 336 246 Y : 6 258 346 | Eaux pluviales du secteur est Eaux d'exhaure |
| 3 : Rejet verse est - Kostatzu | X : 336 725 Y : 6 257 992 | Eaux pluviales de la verse est |
| 4 : Rejet verse ouest – temporaire | X : 335 868 Y : 6 258 168 | Eaux pluviales de la verse ouest |
| 5 : Rejet du séparateur d'hydrocarbures de la plateforme | X : 336 059 Y : 6 258 294 | Eaux pluviales susceptibles d'être polluées |

6.2.4 Aménagement de points de rejets

Le point de rejet est aménagé de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur ;
- être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs.

6.2.5 Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, notamment celles de l'aire étanche, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. L'exploitant s'assure de l'absence de ruissellement de ces eaux en dehors des ouvrages de collecte et de traitement.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de suivi de déchets dangereux sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.2.6 Eaux de ruissellement des zones de stockage des déchets d'extraction

L'exploitant doit s'assurer que les zones de stockage des déchets d'extraction ne génèrent pas de détérioration de la qualité des eaux.

6.2.7 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents doivent respecter les caractéristiques suivantes :

| Paramètres | Valeurs ou concentrations maximales | Autosurveillance |
|---|-------------------------------------|------------------|
| pH | entre 5,5 et 8,5 | Mensuel |
| Température | < 30° C | Mensuel |
| Matières en suspension totales (MEST) | < à 35 mg/l | Mensuel |
| Couleur mg de Pt/l | < 100 | Mensuel |
| DCO en mg/l (lorsque la teneur en chlorures est inférieure à 5 g/l) | < 125 | Mensuel |
| Hydrocarbures en mg/l | < 10 | Mensuel |
| Conductivité en $\mu\text{S/cm}$ | | Mensuel |

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

6.2.8 Contrôle des rejets d'eaux

Un contrôle de paramètres définis à l'article 6.2.7 ci-dessus est effectué mensuellement.

Les contrôles (prélèvements et analyses) sont réalisés par un organisme agréé par le Ministère de l'Environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

Les résultats de la surveillance des émissions sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées (GIDAF) prévu à cet effet.

6.2.9 Transmission et analyse des résultats

L'exploitant établit un bilan quinquennal des mesures, analyses et contrôles imposés ci-avant.

Ce bilan quinquennal reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, de l'évolution des paramètres et de la situation au regard des différents paramètres réglementaires. En tant que de besoin, l'exploitant accompagne ce bilan d'un descriptif des actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Ce bilan est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

En fonction des résultats obtenus et de leur évolution, l'inspection des installations classées pourra modifier la fréquence et la nature des prélèvements ainsi que les seuils de rejets.

6.2.10 Gestion des eaux domestiques

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

ARTICLE 7.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**7.1.1 Aménagements**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

En dehors des tirs de mines, les prescriptions relatives de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

7.1.2 Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, mis sur le marché après le 4 mai 2002, utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R.571-1 à R.571-24 du code de l'environnement et sont soumis aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.

7.1.3 Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 7.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES**7.2.1 Valeurs limites d'émergence**

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) | Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés | Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés |
|--|---|--|
| Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) | 6 dB(A) | 4 dB(A) |
| Supérieur à 45 dB(A) | 5 dB(A) | 3 dB(A) |

Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan joint au présent arrêté en annexe Erreur : source de la référence non trouvée.

7.2.2 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

| PÉRIODES | PÉRIODE DE JOUR Allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés) | PÉRIODE DE NUIT Allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés) |
|--|--|---|
| Niveau sonore limite admissible en limite de propriété | 70 dB(A) | 60 dB(A) |

7.2.3 Contrôle du niveau de bruit et de l'émergence

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

Des mesures du niveau de bruit et de l'émergence sont réalisées tous les 3 ans.

Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

L'ensemble des résultats est transmis à l'inspection des installations classées. En cas de dépassements constatés, cet ensemble est transmis à l'inspection, accompagné de commentaires sur les causes de ces dépassements ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

ARTICLE 7.3 VIBRATIONS

7.3.1 Réponse vibratoire

Pour l'application des dispositions de la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, toute intervention nécessitant la mise en œuvre de la méthode d'analyse fine de la réponse vibratoire telle que définie dans ladite circulaire, ne peut être effectuée que par un organisme compétent.

7.3.2 Tirs de mines

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes (*on entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments*) des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

Les vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s feront systématiquement l'objet d'une analyse particulière par l'exploitant et par un bureau expert en tirs à l'explosif le cas échéant, pour en déterminer les causes. Un rapport sera joint au dossier de tir.

Le niveau de pression acoustique de crête ne doit pas dépasser 125 décibels linéaires au droit des constructions avoisinantes.

À cet effet, les technologies éprouvées les plus performantes sont utilisées.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

| Bande de Fréquence en Hz | Pondération du signal |
|-----------------------------|-----------------------|
| 1 | 5 |
| 5 | 1 |
| 30 | 1 |
| 80 | 3/8 |

7.3.3 Contrôle des vibrations

L'exploitant met en place une procédure d'autosurveillance des tirs de mines par enregistrement des vibrations et de la surpression.

La station de mesure des vibrations sera défini selon la localisation et l'orientation du tir ainsi que la réponse du massif rocheux à la propagation des vibrations.

Les enregistrements, les commentaires, le positionnement et les plans de tirs sont conservés dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Une copie de ce registre est transmise mensuellement à l'inspection des installations classées.

En cas de plaintes, des mesures complémentaires de la surpression aérienne, couplées aux mesures de vibrations pourront être demandées par l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8 DÉCHETS PRODUITS

ARTICLE 8.1 PRINCIPES DE GESTION

8.1.1 Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour limiter les quantités de déchets produits. Il assure une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :

- la préparation en vue de la réutilisation ;
- le recyclage ;
- toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- l'élimination.

Tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux ou avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets, sont interdits.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

8.1.2 Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R.541-8 du code de l'environnement.

Les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

8.1.3 Transport

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R.541-49 à R.541-64 et R.541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au

courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

8.1.4 Suivi des déchets

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

ARTICLE 9 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – PUBLICITÉ – EXÉCUTION

ARTICLE 9.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de PAU :

- 1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques, prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente autorisation peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

ARTICLE 9.2 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Souraïde, et peut y être consultée.
- 2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Souraïde pendant une durée minimum d'un mois ; le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Souraïde ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir, les mairies :
 - Aïnhua,
 - Espelette,
 - Saint-Pée-sur-Nivelle,
 - Souraïde,
 - la communauté d'agglomération Pays-Basque.
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 9.3 EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, le sous-préfet de Bayonne, le maire de Souraïde, le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine et les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- à Monsieur le Directeur de la société Larronde SAS.

Pau le **17 MARS 2026**
Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général,

Samuel GESRET

ANNEXE 1 PLAN DE SITUATION



ANNEXE 2 PLAN PARCELLAIRE



ANNEXE 3 PHASAGE D'EXPLOITATION



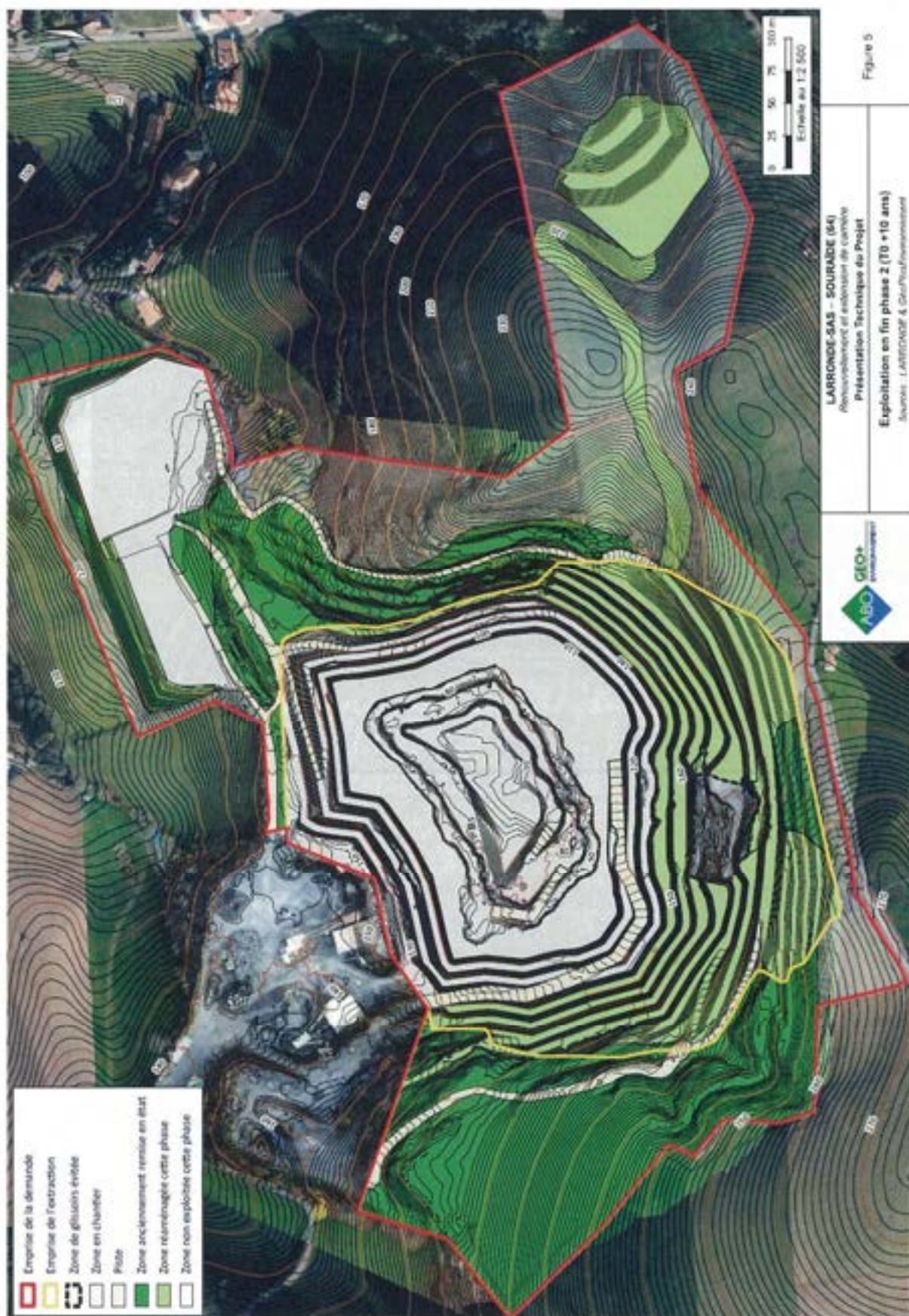
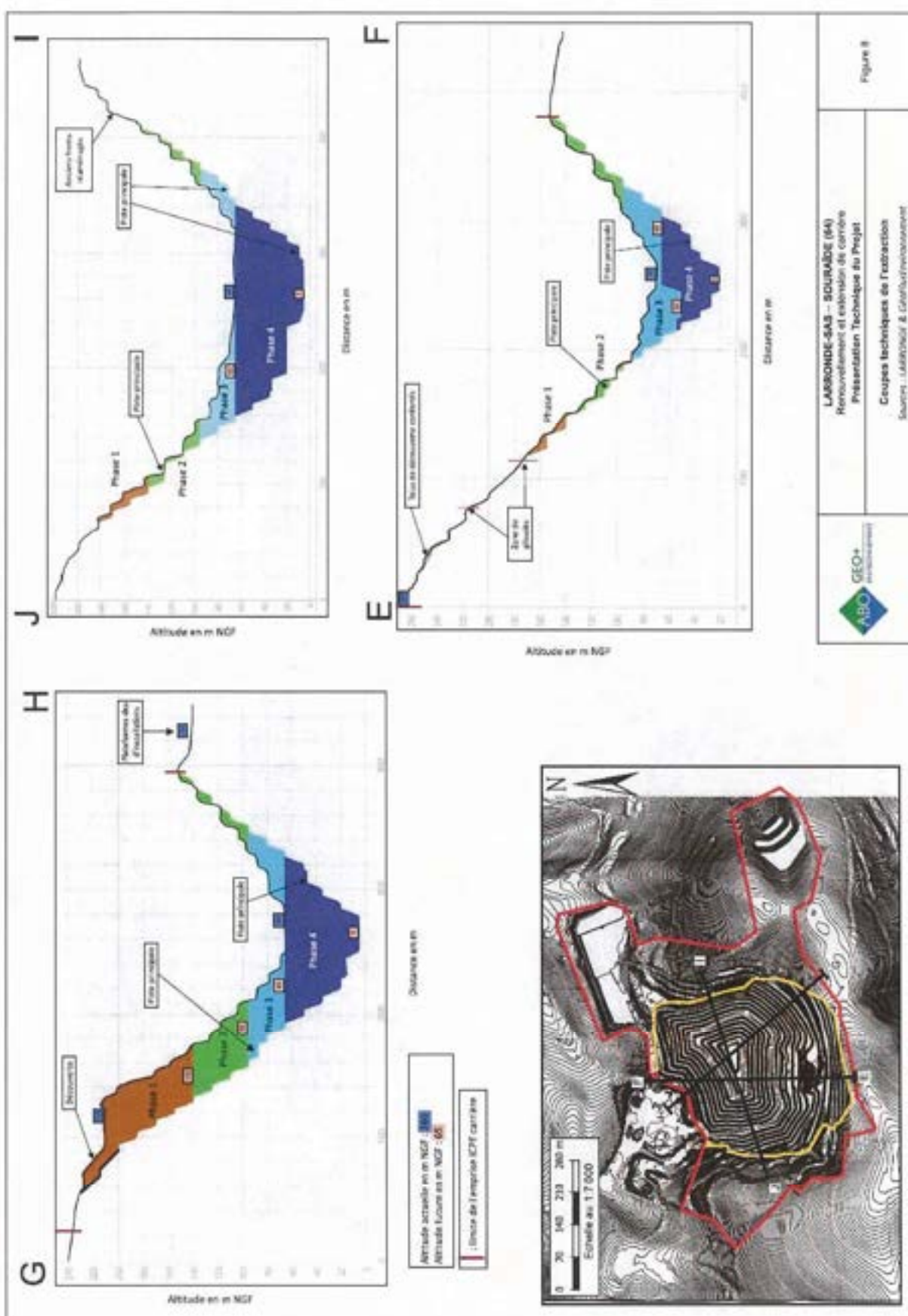


Figure 5







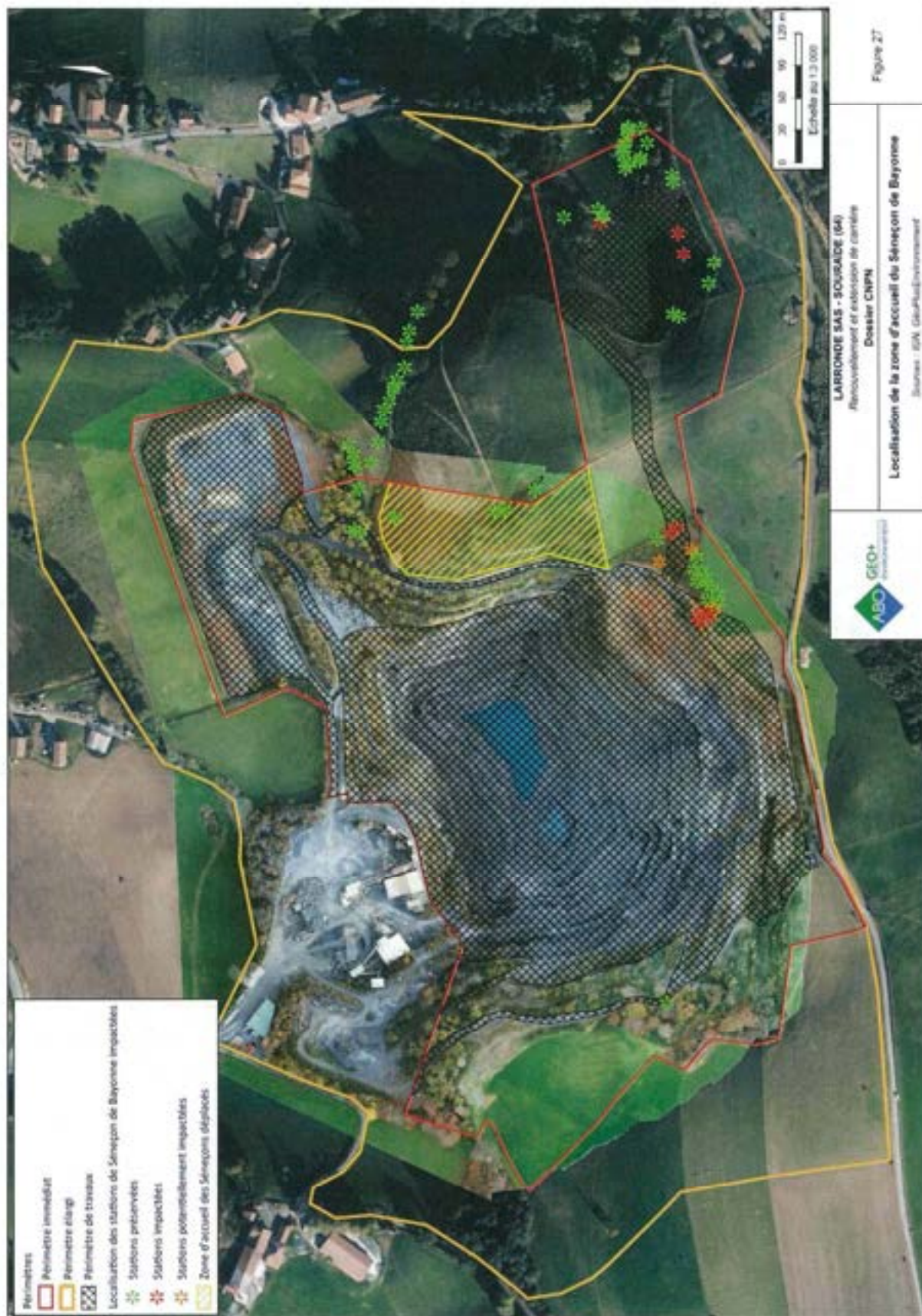
ANNEXE 4 SECTEURS D'ÉVITEMENT ET DE REPLANTATION





Figure 26

ANNEXE 5 ZONES DE COMPENSATION



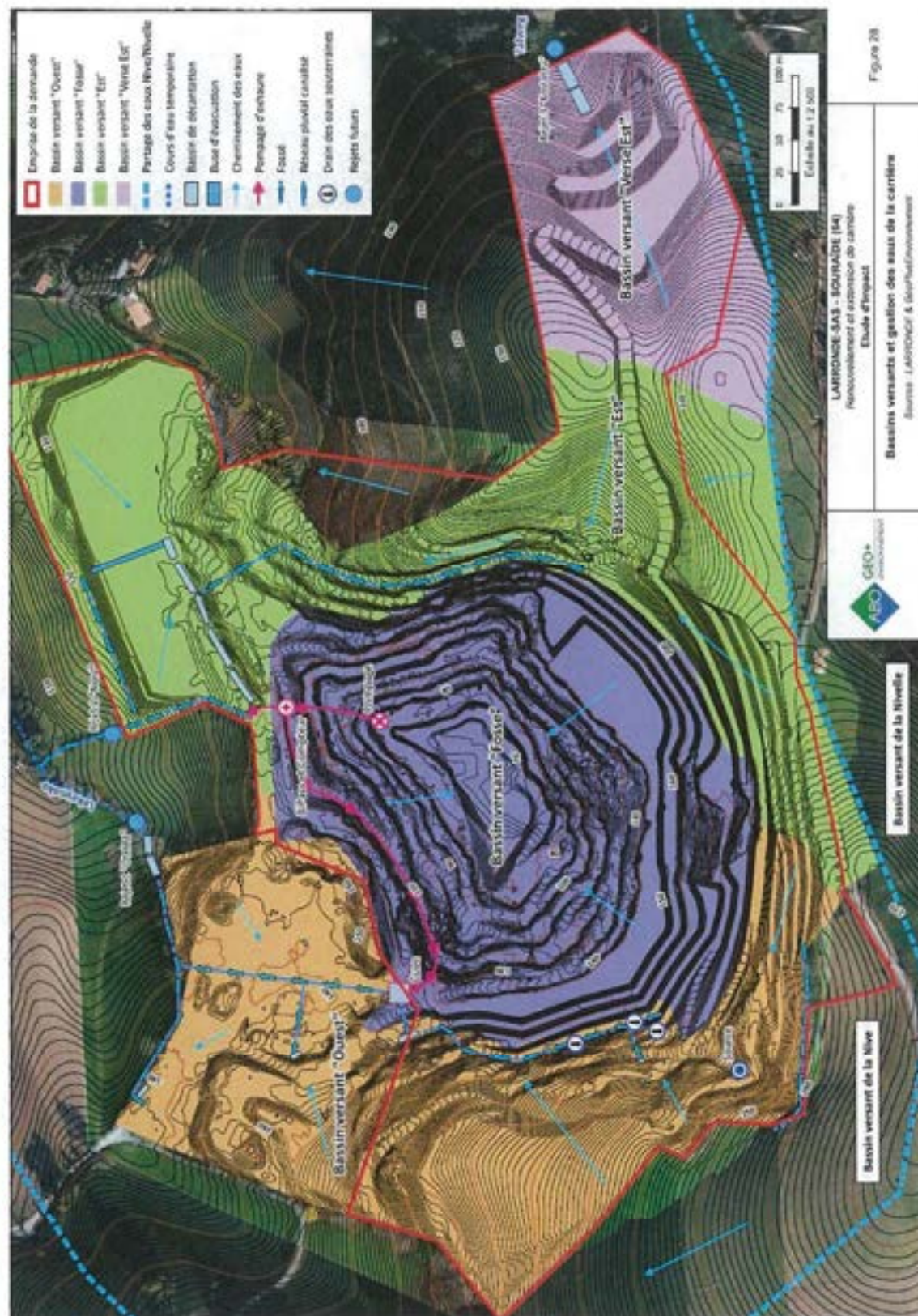
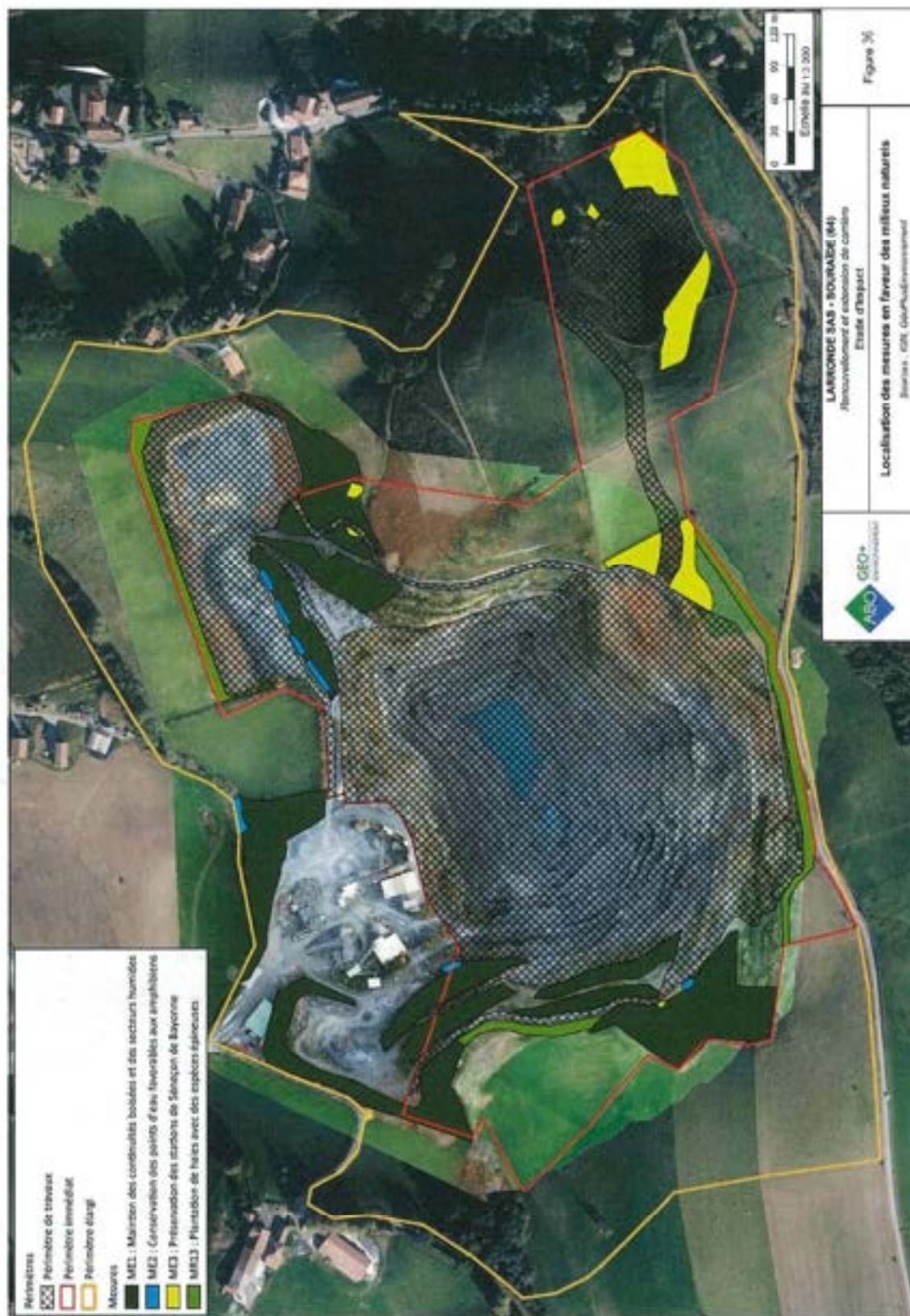


Figure 28





ANNEXE 8 STATIONS DE MESURES

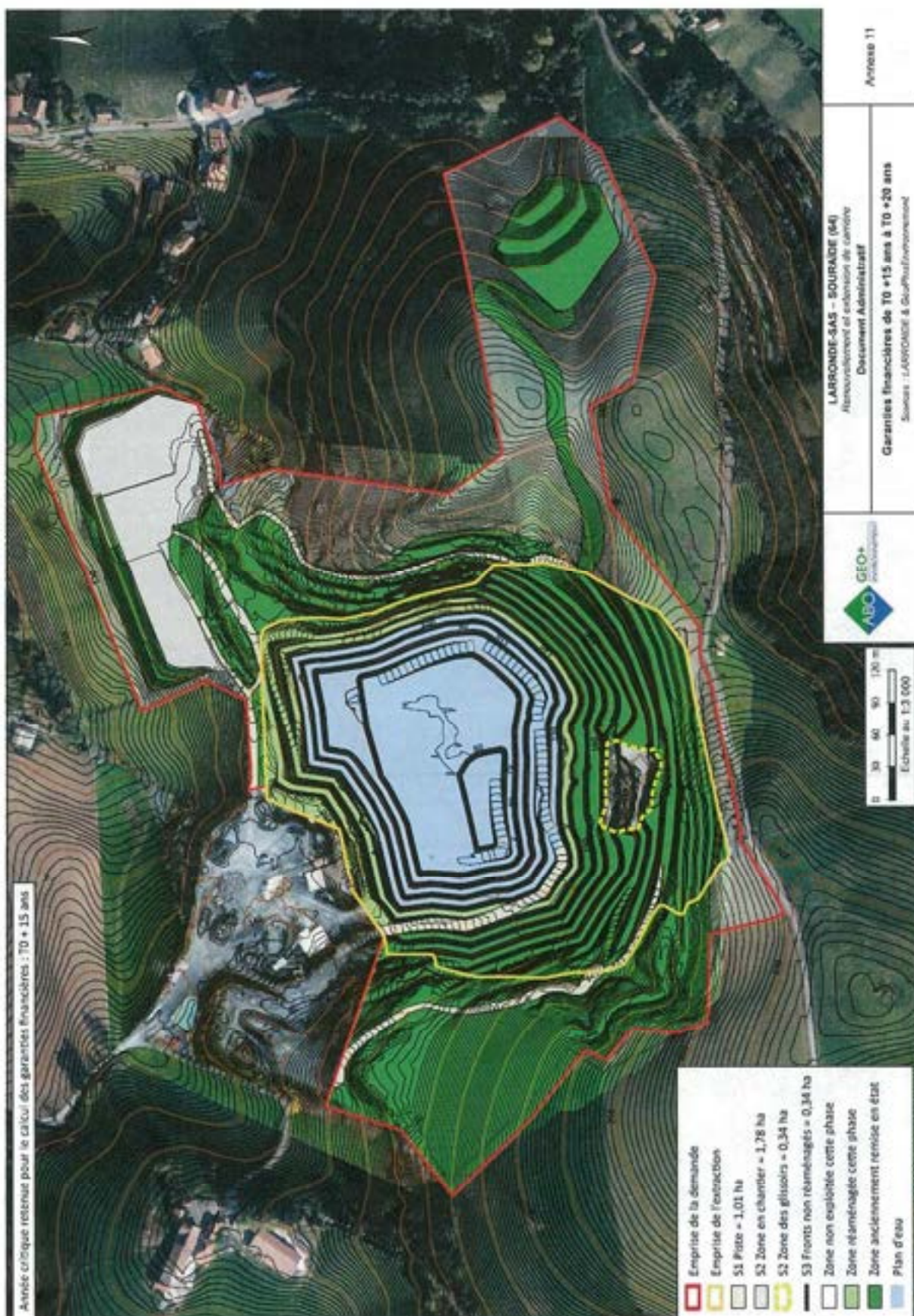


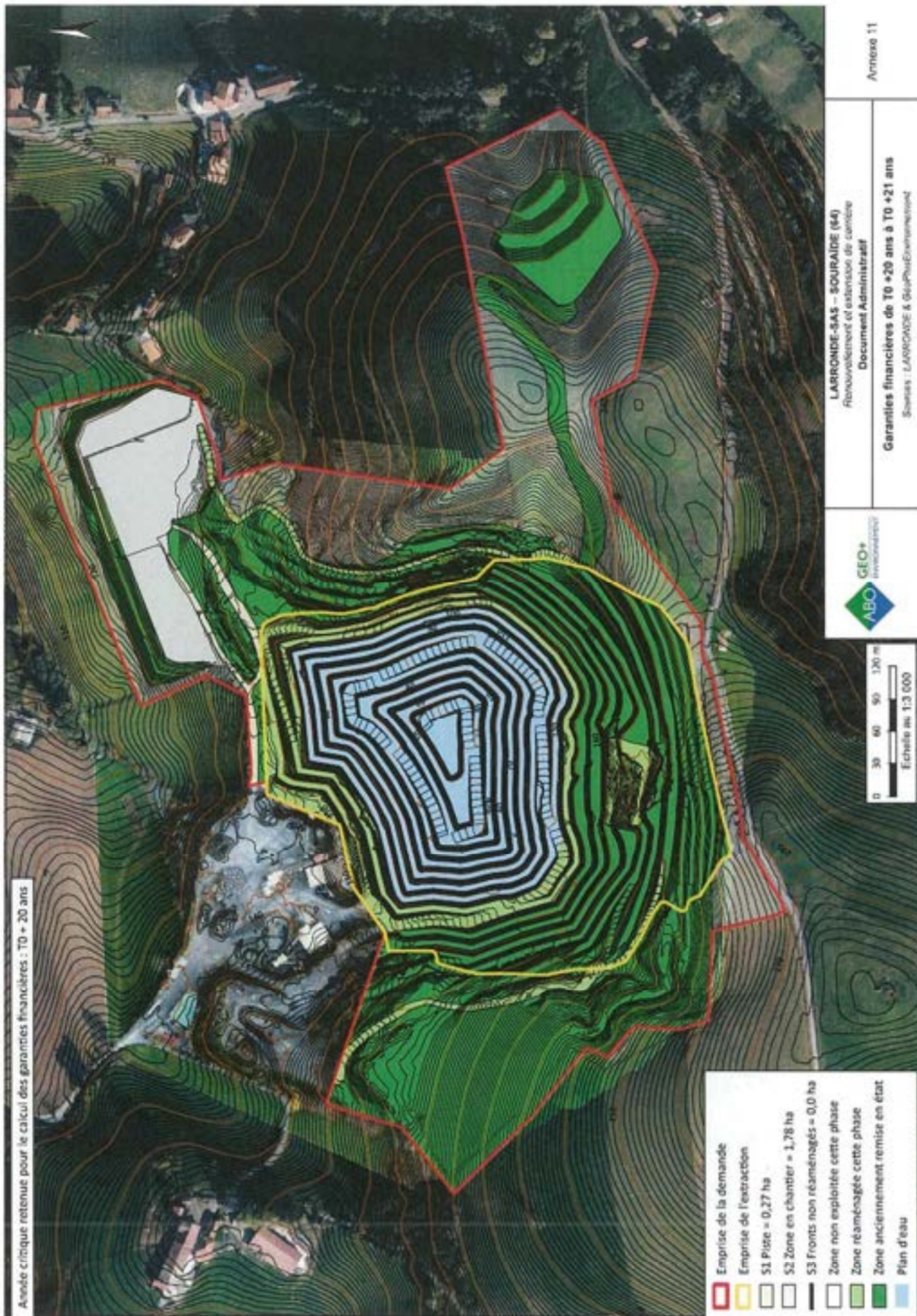
ANNEXE 9 PLANS PHASAGES GARANTIES FINANCIÈRES











ANNEXE 10 SCHEMA DE LA REMISE EN ETAT



TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|-----------|
| ARTICLE 1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES..... | 4 |
| <i>Article 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....</i> | <i>4</i> |
| 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation..... | 4 |
| 1.1.2 Réglementation générale..... | 4 |
| 1.1.3 Abrogation de prescriptions des actes antérieurs..... | 4 |
| 1.1.4 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement..... | 5 |
| <i>Article 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS.....</i> | <i>5</i> |
| 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées..... | 5 |
| 1.2.2 Liste des installations, ouvrages et activités concernées par une rubrique de la nomenclature relative à la loi sur l'eau..... | 5 |
| 1.2.3 Situation de l'établissement..... | 5 |
| 1.2.4 Autres limites de l'autorisation..... | 6 |
| <i>Article 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....</i> | <i>7</i> |
| 1.3.1 Conformité..... | 7 |
| 1.3.2 Récolement..... | 7 |
| <i>Article 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION.....</i> | <i>7</i> |
| 1.4.1 Durée de l'autorisation..... | 7 |
| 1.4.2 Caducité..... | 7 |
| <i>Article 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES.....</i> | <i>8</i> |
| 1.5.1 Montant des garanties financières..... | 8 |
| 1.5.2 Établissement des garanties financières..... | 8 |
| 1.5.3 Renouvellement des garanties financières..... | 8 |
| 1.5.4 Actualisation des garanties financières..... | 8 |
| 1.5.5 Modification du montant des garanties financières..... | 9 |
| 1.5.6 Appel des garanties financières..... | 9 |
| 1.5.7 Levée de l'obligation de garanties financières..... | 9 |
| 1.5.8 Sanctions administratives et pénales..... | 10 |
| <i>Article 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ.....</i> | <i>10</i> |
| 1.6.1 Porter à connaissance..... | 10 |
| 1.6.2 Mise à jour des études d'impact et de dangers..... | 10 |
| 1.6.3 Changement d'exploitant..... | 10 |
| 1.6.4 Cessation d'activité..... | 10 |
| <i>Article 1.7 AUTRES RÉGLEMENTATIONS.....</i> | <i>10</i> |
| 1.7.1 Redevance archéologie préventive..... | 10 |
| 1.7.2 Respect des autres législations et réglementations..... | 11 |
| <i>Article 1.8 VÉRIFICATION DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.....</i> | <i>11</i> |
| 1.8.1 Contrôles et analyses..... | 11 |
| <i>Article 1.9 SANCTIONS.....</i> | <i>11</i> |
| 1.9.1 Mesures et sanctions..... | 11 |
| ARTICLE 2 GESTION DE LA CARRIÈRE..... | 11 |
| <i>Article 2.1 EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE ET DES INSTALLATIONS.....</i> | <i>11</i> |
| 2.1.1 Objectifs généraux..... | 11 |
| 2.1.2 Aménagements préliminaires..... | 11 |
| 2.1.3 Mise en service de la carrière..... | 12 |
| 2.1.4 Dispositions d'exploitation..... | 12 |
| 2.1.5 Fonctionnement de la carrière..... | 13 |
| 2.1.6 Évacuation des matériaux..... | 15 |

| | |
|---|-----------|
| 2.1.7 Consignes et plans d'exploitation..... | 15 |
| Article 2.2 PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT..... | 16 |
| 2.2.1 Intégration dans le paysage..... | 16 |
| Article 2.3 REMISE EN ÉTAT..... | 17 |
| 2.3.1 Conditions de remise en état..... | 17 |
| Article 2.4 DÉCLARATION ANNUELLE..... | 18 |
| 2.4.1 Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (GEREP)..... | 18 |
| Article 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS..... | 18 |
| 2.5.1 Déclaration et rapport..... | 18 |
| Article 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION..... | 18 |
| 2.6.1 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection..... | 18 |
| Article 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION..... | 19 |
| 2.7.1 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection..... | 19 |
| ARTICLE 3 AUTORISATION EMBARQUÉE ET MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION..... | 20 |
| Article 3.1 Dérogations à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats d'espèces protégées..... | 20 |
| 3.1.1 Nature de la dérogation..... | 20 |
| 3.1.2 Périmètre de la dérogation..... | 20 |
| 3.1.3 Périodes d'intervention..... | 21 |
| 3.1.4 Journal de bord d'exploitation..... | 21 |
| 3.1.5 Respect des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement..... | 21 |
| 3.1.6 Mesures d'évitement..... | 21 |
| 3.1.7 Mesures de réduction..... | 21 |
| 3.1.8 Remise en état..... | 22 |
| 3.1.9 Mesures compensatoires..... | 23 |
| 3.1.10 Mesures d'accompagnement..... | 23 |
| 3.1.11 Suivi écologique..... | 24 |
| 3.1.12 Documents et informations à transmettre..... | 24 |
| Article 3.2 Mesures d'évitement de réduction et de compensation..... | 26 |
| 3.2.1 Respect des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement..... | 26 |
| 3.2.2 Assistance écologique durant l'exploitation..... | 26 |
| 3.2.3 Mesures d'évitement..... | 26 |
| 3.2.4 Mesures de réduction..... | 26 |
| 3.2.5 Mesures de suivi..... | 28 |
| 3.2.6 Suivi écologique..... | 29 |
| ARTICLE 4 PRÉVENTION DES RISQUES..... | 30 |
| Article 4.1 GÉNÉRALITÉS..... | 30 |
| 4.1.1 Propreté de l'installation et de ses abords..... | 30 |
| 4.1.2 Contrôle des accès..... | 30 |
| 4.1.3 Circulation dans l'établissement..... | 30 |
| Article 4.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES..... | 30 |
| 4.2.1 Moyens de lutte contre l'incendie..... | 30 |
| 4.2.2 Les plans et signalétiques..... | 30 |
| Article 4.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS..... | 31 |
| 4.3.1 Installations électriques..... | 31 |
| 4.3.2 Appareils à pression..... | 31 |
| Article 4.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES..... | 31 |
| 4.4.1 Rétentions et confinement..... | 31 |
| 4.4.2 Tuyauteries et fluides..... | 32 |
| 4.4.3 Pollution accidentelle des eaux..... | 32 |
| Article 4.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION..... | 32 |

| | |
|---|-----------|
| 4.5.1 Travaux..... | 32 |
| ARTICLE 5 PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE..... | 33 |
| Article 5.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS..... | 33 |
| 5.1.1 Dispositions générales..... | 33 |
| 5.1.2 Émissions diffuses et envols de poussières..... | 33 |
| Article 5.2 REJETS A L'ATMOSPHÈRE..... | 33 |
| 5.2.1 Mise en œuvre des contrôles..... | 33 |
| 5.2.2 Retombées de poussières dans l'environnement..... | 33 |
| ARTICLE 6 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES..... | 35 |
| Article 6.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU..... | 35 |
| 6.1.1 Origine des approvisionnements en eau..... | 35 |
| Article 6.2 REJETS DES EFFLUENTS AQUEUX..... | 36 |
| 6.2.1 Identification des effluents..... | 36 |
| 6.2.2 Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement..... | 36 |
| 6.2.3 Localisation du point de rejet..... | 36 |
| 6.2.4 Aménagement de points de rejets..... | 37 |
| 6.2.5 Eaux pluviales susceptibles d'être polluées..... | 37 |
| 6.2.6 Eaux de ruissellement des zones de stockage des déchets d'extraction..... | 37 |
| 6.2.7 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets..... | 37 |
| 6.2.8 Contrôle des rejets d'eaux..... | 38 |
| 6.2.9 Transmission et analyse des résultats..... | 38 |
| 6.2.10 Gestion des eaux domestiques..... | 38 |
| ARTICLE 7 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS..... | 38 |
| Article 7.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES..... | 38 |
| 7.1.1 Aménagements..... | 38 |
| 7.1.2 Véhicules et engins..... | 38 |
| 7.1.3 Appareils de communication..... | 38 |
| Article 7.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES..... | 39 |
| 7.2.1 Valeurs limites d'émergence..... | 39 |
| 7.2.2 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation..... | 39 |
| 7.2.3 Contrôle du niveau de bruit et de l'émergence..... | 39 |
| Article 7.3 VIBRATIONS..... | 39 |
| 7.3.1 Réponse vibratoire..... | 39 |
| 7.3.2 Tirs de mines..... | 40 |
| 7.3.3 Contrôle des vibrations..... | 41 |
| ARTICLE 8 DÉCHETS PRODUITS..... | 41 |
| Article 8.1 PRINCIPES DE GESTION..... | 41 |
| 8.1.1 Dispositions générales..... | 41 |
| 8.1.2 Séparation des déchets..... | 41 |
| 8.1.3 Transport..... | 42 |
| 8.1.4 Suivi des déchets..... | 42 |
| ARTICLE 9 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – PUBLICITÉ – EXÉCUTION..... | 42 |
| Article 9.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS..... | 42 |
| Article 9.2 PUBLICITÉ..... | 42 |
| Article 9.3 EXÉCUTION..... | 43 |
| ANNEXE 1 PLAN DE SITUATION..... | 44 |

| | |
|---|----|
| ANNEXE 2 PLAN PARCELLAIRE..... | 45 |
| ANNEXE 3 PHASAGE D'EXPLOITATION..... | 46 |
| ANNEXE 4 SECTEURS D'ÉVITEMENT ET DE REPLANTATION..... | 51 |
| ANNEXE 5 ZONES DE COMPENSATION..... | 53 |
| ANNEXE 6 PRINCIPE DE GESTION DES EAUX DU SITE..... | 54 |
| ANNEXE 7 LOCALISATION DES MESURES EN FAVEUR DES MILIEUX NATURELS..... | 55 |
| ANNEXE 8 STATIONS DE MESURES..... | 57 |
| ANNEXE 9 PLANS PHASAGES GARANTIES FINANCIÈRES..... | 58 |
| ANNEXE 10 SCHÉMA DE LA REMISE EN ÉTAT..... | 63 |